

Table of Contents

<u>LES CONVOIS DE NOURRITURE CIBLÉS AFGHANISTAN</u>	1
<u>BABIN À KABOUL</u>	2
<u>HERAT DÉVORÉ PAR LE BÉTON</u>	3
<u>DENIS CODERRE EST ARRIVÉ À KANDAHAR</u>	5
<u>Coderre demande une rotation des effectifs</u>	7
<u>La guerre en Afghanistan rattrape la région</u>	9
<u>Une mission impopulaire mais nécessaire</u>	11
<u>Jean Martin contribue à sa façon à l'écriture de l'histoire de la guerre</u>	13
<u>Le député libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar</u>	15
<u>Dernier coup d'oeil en images</u>	17
<u>Afghanistan : 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul</u>	18
<u>Le libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar</u>	19
<u>Afghanistan : 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul</u>	21
<u>Le libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar</u>	22
<u>Jeunes acteurs en danger; La sortie des Cerfs-volants de Kaboul retardée</u>	24
<u>130 islamistes et 45 soldats tués à la frontière pakistano-afghane</u>	25
<u>L'Afghanistan, une "bonne cause"</u>	26
<u>Parfum de campagne?; Alors que les rumeurs d'élections fusent, le député Luc Harvey fait du porte-à-porte</u>	27
<u>Engagement sans précédent; La France estime que les Fêtes du 400e pourraient donner un nouveau souffle à la francophonie</u>	29
<u>A Kandahar comme aux Communes</u>	31
<u>Une arme défaillante en cause; Le civil tué par l'armée le 1er octobre aurait été victime d'un coup de feu parti tout seul</u>	33
<u>Le sacrifice des moines bouddhistes</u>	35

Table of Contents

<u>Afghanistan: 15 détenus exécutés.....</u>	37
<u>Les gardes de Blackwater se comportent «comme des cow-boys» en Irak, selon l'armée américaine...</u>	38
<u>Londres annonce la réduction de moitié de son contingent en Irak.....</u>	40
<u>La militarisation tranquille.....</u>	42
<u>Denis Coderre est arrivé à Kandahar.....</u>	44
<u>"Les Canadiens ne veulent pas d'élections", soutient Ignatieff.....</u>	45
<u>Irak et Afghanistan: "une catastrophe".....</u>	47
<u>Quinze condamnés à mort exécutés en Afghanistan.....</u>	49
<u>Bernier et Coderre se croisent à Kandahar.....</u>	50
<u>Le retour.....</u>	52
<u>[Mon clin d'oeil].....</u>	54
<u>Afghanistan: 16 insurgés tués dans des frappes aériennes.....</u>	55
<u>Le député libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar, en Afghanistan.....</u>	56
<u>Pakistan: 80 morts dans des combats près de la frontière afghane.....</u>	58
<u>Afghanistan: 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul; 18 personnes tuées dans les violences dont un enfant.....</u>	59
<u>Afghanistan: 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul; 18 personnes tuées dans les violences dont un enfant.....</u>	60
<u>Général.....</u>	61
<u>Les convois de nourriture sont souvent la cible d'attaques en Afghanistan.....</u>	64

LES CONVOIS DE NOURRITURE CIBLÉS AFGHANISTAN

SOURCETAG 0710090382
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.09
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 83
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 164

OTTAWA — (PC) Les convois qui transportent les dons en nourriture destinés aux Afghans dans le besoin sont de plus en plus souvent la cible d'attaques dans le sud du pays, affirme le représentant local du Programme alimentaire mondial des Nations unies. Selon Rick Corsino, qui était de passage à Ottawa, lundi, la sécurité des approvisionnements en nourriture s'est détériorée.

Nous avons perdu plus de nourriture au cours des 12 derniers mois à cause de ces attaques qu'au cours des trois années précédentes, a précisé M. Corsino.

Ces commentaires ont été faits dans la foulée de la tournée de 36 heures effectuée en Afghanistan par le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, qui a déclaré que selon lui la sécurité dans la province de Kandahar était meilleure qu'un an auparavant et que le nombre d'attaques des insurgés avait diminué.

Basé à Kaboul, M. Corsino estime qu'environ 1000 tonnes de blé, fèves, huile à cuisson et biscuits enrichis sont tombés entre les mains d'insurgés ou de voleurs depuis janvier dernier.

BABIN À KABOUL

SOURCETAG 0710090357
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.09
EDITION: Final
SECTION: Arts Et Spectacles
PAGE: 56
ILLUSTRATION: 1. CATHERINE DENEUVE
WORD COUNT: 68

L'humoriste Pascal Babin s'envolera prochainement pour l'Afghanistan en compagnie d'une troupe d'artistes pour divertir les soldats de l'armée canadienne. Révélation du Grand Rire, Pascal Babin jouera le rôle de maître de cérémonie dans cette série de spectacles produite par Studio CD Jonquière pour le compte de l'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes.

HERAT DÉVORÉ PAR LE BÉTON

SOURCETAG	0710090327
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.09
EDITION:	Final
SECTION:	Voyages
PAGE:	34
ILLUSTRATION:	1. PHOTO AFP Un bâtiment traditionnel d'Herat. Laréhabilitation est très longue, mais elle permet de conserver une part du cachet de la ville.
BYLINE:	AFP
DATELINE:	HERAT, Afghanistan
WORD COUNT:	406

La cité de Herat, autrefois étape prisée de la Route de la Soie, est tiraillée entre une reconstruction à l'ancienne de ses monuments, palais et maisons en ruines ou leur démolition pour des bâtisses de verre fumé et de béton.

Le combat semble donner raison à la démolition, même si elle est illégale.

La reconstruction est longue. Il faut trouver les crédits, les artisans de techniques à l'ancienne et refaire les plans d'architecture à partir des ruines du temps et de la guerre.

Herat, l'une des rares cités d'Asie centrale à avoir conservé sa structure médiévale, n'est plus ce qu'elle était: des quelque 200 000 habitants estimés dans les années 80, elle en abrite aujourd'hui environ trois millions et ses bâtiments de béton et de briques s'étendent à des milles à la ronde.

Les habitants qui délaissent les vieilles habitations du vieux centre pour le béton justifient leur choix par "l'absence de confort : eau courante, eau chaude, électricité et sanitaires", explique Bismillah Fateh, de la Fondation Agha Khan pour la culture (AKHCP), engagée dans la renaissance de nombreux sites et logis de la cité plus que deux fois millénaire.

"C'est un combat de tous les jours", dit Daoud Sadiq, un architecte de la fondation qui fait remettre en état la citerne et sa mosquée Malik, au pieds de l'imposante citadelle Ikhtyaruddin, dont l'actuelle structure toute rénovée remonte au 15e siècle.

Le palais d'Attarbach, autrefois un très riche commerçant, est reconstruit avec la bénédiction du propriétaire.

Autour d'une cour rectangulaire, les appartements d'hiver et d'été se font face. Les ouvriers achèvent le toit en y insérant une grande bâche imperméabilisante, une note contemporaine aux techniques traditionnelles.

"Cela fait trois mois que nous travaillons à faire renaître l'ancienne demeure ", explique à l'AFP ce passionné de vieilles pierres.

Que deviendra ce joyau rené de ses cendres ? "C'est au propriétaire de décider ", répond-on à la fondation.

Au détour des ruelles étroites, les célèbres maisons Kebabi et Akhawan entièrement refaites ont été rendues à leurs propriétaires ou descendants. Pour entrer derrière les portails de bois massifs, il faut frapper de l'un des deux heurtoirs aux sons différents, selon qu'on est une femme ou un homme afin d'être accueilli par un hôte du même sexe.

Dans ces dédales, les demeures réémergent d'un long sommeil.

Des pavés neufs mènent au quartier juif, fui par ses habitants à la fin des années 70. Deux synagogues ont été reconverties en mosquée et en école, une reste en ruines et l'autre aux peintures intérieures bleues chatoyantes est en réparation. Le Hammam, redevenu fonctionnel, accueille une clientèle masculine.

Le coût des reconstructions ? Il y a certes un soutien d'ONG européennes, mais "ce n'est pas un programme très cher", se contente de répondre un cadre de l'AKHCP, Anna Soave. !@MOTSCLES=AFGHANISTAN ---
CITÉ DEUX FOIS MILLÉNAIRE

DENIS CODERRE EST ARRIVÉ À KANDAHAR

SOURCETAG 0710090309
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.09
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 24
ILLUSTRATION: 1. Photo PC Le député libéral Denis Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN de Kandahar.
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 376

Le député libéral Denis Coderre est arrivé hier à Kandahar, en Afghanistan, pour constater ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changerait pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front.

"Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale ", a-t-il dit après avoir fait un saut au Tim Hortons de la base militaire.

Sur les pas de Bernier

Dimanche, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui touche à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2 300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation.

M. Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officielle, mais il ne se rendra pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.
!@MOTSCLES=AFGHANISTAN

Coderre demande une rotation des effectifs

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.10.09

SECTION: Actualités

PAGE: 14

SOURCE: LA PRESSE CANADIENNE

DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan

WORD COUNT: 396

Le député libéral Denis Coderre est arrivé hier à Kandahar, en Afghanistan, pour constater ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changerait pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front.

" Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale ", a-t-il dit après avoir fait un saut au Tim Hortons de la base militaire, hier.

La veille, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui touche à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation. M. Coderre

doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officielle, mais il ne se rendra pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.

La guerre en Afghanistan rattrape la région

PUBLICATION: Le Quotidien

DATE: 2007.10.09

SECTION: Chronique

PAGE: 11

COLUMN: Chronique

BYLINE: Tremblay, Louis

ILLUSTRATION: TÂCHE COMPLIQUÉE – Chaque fois qu'on parle de quitter les lieux, on complique la tâche aux soldats, échaudant les Afghans méfiants qui ménagent leurs arrières en cas de retour des talibans.

WORD COUNT: 651

La guerre en Afghanistan a rattrapé la région la semaine dernière quand un milicien du Régiment du Saguenay a été impliqué dans une fusillade qui a coûté la vie à un civil afghan. Le même militaire aurait aussi pu être victime d'une mine, d'une bombe humaine ou d'un tir ennemi, ce qui aurait ramené la région dans ce conflit mais avec une toute autre signification.

La grande question que tous vont me poser en rentrant et que tous mes collègues du présent voyage se posent est assez simple: le Canada doit-il maintenir sa présence en Afghanistan et cette présence doit-elle être maintenue dans la province de Kandahar, l'une des régions les plus dangereuses de la planète après l'Irak?

Désolé. Je suis incapable de me prononcer pour le moment, à chaud, alors que nous venons à peine de sortir du théâtre opérationnel et c'est pourtant mon deuxième séjour dans cette région. Si je me fie aux commentaires du brigadier-général Guy Laroche, commandant de la mission, je répond que reculer à ce moment serait une erreur en raison du chemin parcouru.

Si je me fie à ce que je vois sur le terrain, je dois répondre qu'il faut quitter, que la sécurité n'est pas une évidence. Les mesures de sécurité qui entourent nos déplacements, celles qu'il faut prendre sur les camps, et même à Kaboul où les taliban ont réussi des attentats qui ont coûté la vie à beaucoup de militaires afghans sont des éléments qui soutiennent cette position.

Le sud de l'Afghanistan a encore coûté la vie à un militaire britannique dans la province d'Helleman, juste à côté de Kandahar. Les tirs de harcèlement ont été particulièrement fréquents contre les positions canadiennes et par miracle, des roquettes lancées sans aucun système de guidage, n'ont fait aucun dommage. Un jour, et il ne faut pour rien au monde l'espérer, l'une d'elles risque de frapper dans le mille.

Chose certaine, les militaires déployés sur le terrain ne veulent pas partir. Ils ne veulent pas plus quitter le sud pour les provinces du nord où le travail est beaucoup moins à risque. Au cours de longues discussions avec les fantassins, tard en soirée en attendant une liaison internet, il a été possible de constater qu'ils tiennent le même langage que le général. Ils espèrent finir le travail avant de quitter et c'est au sud qu'il y a du travail.

Comment réussir à repousser les taliban une fois pour toute derrière la frontière du Pakistan et empêcher qu'ils reviennent? Même le brigadier-général Laroche admet que la porosité de la frontière est un problème particulièrement complexe.

Je ne sais toujours pas quoi répondre à la question de départ. Les fillettes vont à l'école. Des puits fonctionnent. Un début de gouvernement est en place. Si j'avais entre les mains une boule de cristal me permettant d'écrire que plus un seul Canadien n'allait mourir en Afghanistan, peut-être que ma réponse serait facile. Mais c'est justement là que nous sommes appelés à une réflexion plus profonde. Quel est le prix

humain que les Canadiens sont prêts à payer pour rester en Afghanistan?

On se croise les doigts puisque depuis quelques semaines, les choses se passent bien. Ça peut toutefois changer rapidement.

Demande

Le jeune milicien du Régiment du Saguenay pourrait être chez lui en ce moment. Des collègues seront tentés de le contacter. Il faut rappeler que ce militaire est sous le coup d'une enquête et que jusqu'à preuve du contraire, il n'est coupable de rien. Un accident comme celui dans lequel il est impliqué est considéré comme sérieux par l'armée.

Jusqu'à maintenant, toutes les informations recueillies par Le Quotidien tendent à démontrer qu'il a de fortes chances de bien se tirer d'affaire en raison des ses excellents états de service et malgré son jeune âge. Il ne faudrait pas ajouter trop de pression sur ce fantassin qui s'est, il faut le rappeler, porter volontaire pour servir son pays.

Une mission impopulaire mais nécessaire

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.09
SECTION: Chronique
PAGE: 11
COLUMN: Chronique
BYLINE: Ségal, Myriam
WORD COUNT: 734

Le Bloc québécois menace de faire tomber le gouvernement si ce dernier ne s'engage pas à retirer nos troupes de l'Afghanistan en 2009. Idem pour le parti libéral. Steven Harper, champion à ce jeu du "chicken", les met au défi: pas de concession dans le Discours du trône, c'est à prendre ou à laisser... Aucun parti n'a intérêt à aller en élections: l'opinion publique est toujours volatile, prête à réélire un gouvernement minoritaire.

Cependant, la tenue d'élections générales ne serait pas catastrophique pour aucun parti.

Le Bloc pourrait effacer sa contre-performance des partielles, où il a perdu 30 000 électeurs. Les libéraux pourraient se débarrasser du peu charismatique Stéphane Dion, qui a subi une raclée dans le fief libéral d'Outremont où il avait choisi lui-même un candidat à son image, un terne intellectuel. Les néo-démocrates n'ont rien à perdre. Quant aux conservateurs, au pire, ils hériteront d'un second mandat minoritaire, donnant tort à ceux qui les ont renversés. Ils gagneront ainsi deux ans, le temps que chacun panse ses plaies, remplace les chefs éclopés et refasse ses fonds.

Une date de péremption

Le Canada paie cher sa participation à la guerre d'Afghanistan: 71 morts parmi ses soldats. Mais, une date de péremption sur cette mission serait un cadeau aux talibans, aux trafiquants d'opium, aux terroristes, à tous ceux qui bénéficient du chaos actuel. Ce serait condamner à mort tous les citoyens locaux qui aident nos soldats.

Les journalistes canadiens en mission sont accueillis chaleureusement par les Afghans: ils voient notre pays comme un soutien, non comme un envahisseur.

Sous les talibans, non seulement on forme des kamikazes qui se lancent contre l'Occident, mais on n'instruit pas les femmes. Les hôpitaux sont réservés aux hommes. Les homosexuels sont lapidés, les musiciens traqués.

Que proposent nos féministes, nos groupes gays, notre gauche solidaire? Qu'on laisse le contrôle à ces brutes? Chaque fois qu'on parle de quitter les lieux, on complique la tâche aux soldats, échaudant les Afghans méfiants qui ménagent leurs arrières en cas de retour des talibans.

Le gouvernement a chipoté face à la demande du critique libéral, Denis Coderre, relativement à l'accès au camp militaire de Kandahar. Erreur. Cette attitude mesquine visait à empêcher les libéraux de détourner les projecteurs de leur chef vacillant en se pavanant sur une autre scène. Cela donne la mauvaise impression que l'on cache quelque chose...

Pourtant, les soldats croient à leur mission. Ils l'ont dit clairement au collègue Louis Tremblay, et le diraient à Coderre. La croix dressée sur les lieux de l'explosion, qui a fait deux morts, le 22 août, affirme: "Nous resterons!" Des militaires de retour, rencontrés en privé, n'ont qu'une question: "Mais pourquoi ne nous appuie-t-on pas?" La frilosité ambiante au Québec vis-à-vis cet engagement les désempare.

Un livre troublant

Par ailleurs, un ancien militaire, Martin Petit, de Chicoutimi, aux prises avec un choc post-traumatique, signe un bouquin troublant. Il y décrit sa propre expérience, la culture de la brutalité dans l'armée de terre, même entre collègues; il parle des six missions auxquelles il a participé, les médicaments non approuvés qu'on leur a fait prendre, les vaccins mystérieux qu'on n'a pas inscrits dans leur carnet. Il raconte comment il a reçu l'ordre d'abandonner une enfant blessée sur une route en Croatie, comment des soldats ont piégé des civils en Somalie, comment on a fait marcher cinquante fantassins côte à côte dans un champ pour s'assurer de son déminage. Il explique l'omerta du retour, les tireurs embusqués qu'il guette par réflexe aux fenêtres de la rue Racine, l'effet terrifiant de la moindre alarme de feu.

Au bout du livre, on se demande quel gâchis on nous camoufle encore, et si cette armée est dirigée par un état-major responsable et consciencieux ou par des galonnés infatués et insensibles. Il a fallu que le général Dallaire craque mentalement pour que le syndrome du choc post-traumatique soit reconnu par la Défense nationale. Combien de ces blessés discrets reviendront d'Afghanistan et comment l'armée y est-elle préparée?

Le gouvernement conservateur devrait poser cette question, tout en négociant avec ses partenaires de l'OTAN un partage des risques. Mais, il a raison de ne pas s'engager publiquement à un retrait à date fixe qui se convertirait en défaite, rendant inutiles morts et blessés et humiliant les volontaires canadiens.

La fièvre électorale qui s'annonce lui donnera peut-être la latitude pour manoeuvrer...

Jean Martin contribue à sa façon à l'écriture de l'histoire de la guerre

PUBLICATION: Le Quotidien

DATE: 2007.10.09

SECTION: Mission Canadienne

PAGE: 8

COLUMN: En Afghanistan

BYLINE: Tremblay, Louis

PHOTO: (Photo Louis Tremblay) (Photo Louis Tremblay)

DATELINE: KANDAHAR

ILLUSTRATION: TERRAIN – Jean Martin croit nécessaire de se rendre dans les différentes positions canadiennes, malgré le risque que cela comporte, pour mieux saisir les particularités de la mission et être en mesure d'écrire adéquatement l'histoire de l'armée.; ENTRETIENS – L'historien Jean Martin en pleine discussion avec les militaires qui formaient les escortes dans la ville de Kaboul où le niveau de danger a radicalement augmenté depuis deux semaines.

WORD COUNT: 572

L'Almatois Jean Martin est un historien civil qui contribue à sa façon à l'écriture de l'histoire militaire canadienne alors qu'il recueille sur le terrain, en temps réel, des données et entrevues qui permettent de documenter ce qui se passe dans des opérations de l'envergure de l'Afghanistan.

Jean Martin est aujourd'hui membre de l'équipe d'historiens de la Défense nationale du Canada. Il en était à une deuxième visite en Afghanistan et est surtout connu dans la région pour avoir rédigé l'histoire de l'usine Isle-Maligne.

En raison de la présence des troupes francophones, Jean Martin a été dépêché en théâtre pour effectuer une partie du travail de collecte de données. Comme le dit l'expression consacrée, il fait partie des civils qui acceptent de s'exposer à l'extérieur des barrières des camps en participant à des convois pour rencontrer les militaires dans les quatre bases avancées et à la compagnie provinciale de reconstruction de Nathan-Smith.

"Il ne faut pas confondre, nous ne sommes pas ici pour écrire de la propagande. Au contraire, lors d'un premier voyage, j'avais rédigé un rapport comportant certaines critiques mineures. J'ai reçu l'appel d'un général qui souhaitait me rencontrer et j'étais convaincu qu'il allait me faire part de cette partie du rapport qui ne lui plaisait pas. A ma surprise, il a effectivement parlé des critiques, mais m'a demandé d'être un peu plus explicite et de développer davantage sur ce que j'avançais", a raconté M. Martin.

Une partie du travail est évidemment la lecture des journaux de guerre tenus par les commandants. Ce sont des documents majeurs qui traitent spécifiquement des éléments reliés à la mission. Les autres éléments, suivant la personnalité du commandant, sont plus ou moins abordés.

Dans le cadre de son travail, Jean Martin rencontre des soldats. Il réalise des entrevues et tente d'aller un peu plus loin que le strict journal de guerre afin de placer le tout dans une plus large perspective: "Les soldats peuvent nous apporter des éléments assez intéressants, mais nous ne sommes pas obligés de venir sur le terrain."

Ce sont souvent des petits détails qui attirent l'intérêt d'un historien militaire. Des détails comme les graffitis

sur les murs des toilettes qui comportent des éléments d'information comme la compétition entre les unités. Souvent, un soldat d'une unité francophone rédige un graffiti qui s'adresse à l'unité anglophone qui va prendre la place sur la rotation. Qui est le meilleur est souvent le message qu'ils passent.

Les récits de guerre ou opérationnels de Jean Martin ne seront pas disponibles très rapidement. Il s'agit de documents classés. Cette particularité du travail ne semble pas affecter l'historien qui comprend bien les raisons pour lesquelles les rapports produits deviennent des documents confidentiels.

L'armée est l'une des plus vieilles institutions de l'humanité. Elle apporte une grande importance à son histoire. Ce sont de préoccupations qui émanent de la haute hiérarchie militaire puisque les soldats, comme peut en témoigner Jean Martin, ne comprennent pas toujours cette préoccupation. Ce qui ne les empêche pas de raconter avec beaucoup de passion leur propre histoire.

En plus de se concentrer sur cette tâche ardue, Jean Martin a une autre passion qui est beaucoup plus un passe temps: "On sait qu'il y a un lien entre l'aluminium, Alcan dans notre région et la Deuxième Guerre mondiale. Je travaille en ce moment sur toute l'importance de l'aluminium pendant ce conflit et il s'agit d'un sujet passionnant", a conclu l'Almatois.

Le député libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)
DATE: 2007.10.09
SECTION: Économie
PAGE: 16
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Dene Moore
PHOTO: Photo – PC
DATELINE: Kandahar, Afghanistan
ILLUSTRATION: Denis Coderre
WORD COUNT: 404

Le député libéral Denis Coderre est arrivé hier à Kandahar, en Afghanistan, pour constater ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changerait pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front.

"Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale", a-t-il dit après avoir fait un saut au Tim Hortons de la base militaire, hier.

La veille, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui touche à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation. M. Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officielle, mais il ne se rendra pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.

Dernier coup d'oeil en images

PUBLICATION:	Le Nouvelliste (Trois-Rivières)
DATE:	2007.10.09
SECTION:	Actualités
PAGE:	4
BYLINE:	Plante, Louise
PHOTO:	PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE PHOTO LOUISE PLANTE
ILLUSTRATION:	Trois copains qui posent fièrement pour les journalistes canadiens... à la condition de pouvoir s'admirer dans l'écran de l'appareil numérique. Photo prise à la maison des veuves de Kaboul.; Timidement, et bien après les garçons, les fillettes de l'école Mazra'eh s'approchent pour recevoir des cadeaux. Grâce à l'UNICEF, elles font partie de celles qui vont maintenant à l'école, ce qui était interdit sous les talibans.; Le capitaine Jean-François Morin, à l'extrême droite sur la photo, en compagnie de quelques hommes de son unité. Ils escortaient Le Nouvelliste lors de la visite de TV Hill, qui surplombe Kaboul.; Michel Désilets, coiffeur au camp de Kandahar (KAF) se surnomme lui-même l'"autre petit gars de Shawinigan".; Même si elles peuvent maintenant aller sans voile, certaines femmes portent toujours la burqa... et il est très indélicat de les photographier. Photo prise à la maison des veuves, à Kaboul.; Barbara Honing distribue des dessins d'enfants canadiens aux écoliers de la nouvelle école de Mazra'eh.; Le drapeau de Trois-Rivières flotte en bonne place au quartier général du camp de Kandahar. Notre journaliste Louise Plante a pu le constater.; Les cerfs-volants des enfants, interdits sous le régime des talibans, volent maintenant dans le ciel de Kaboul.
WORD COUNT:	84

Notre journaliste Louise Plante est rentrée hier de son périple en Afghanistan, où elle a pu voir à l'oeuvre des militaires de la région. Elle a aussi été témoin des opérations de reconstruction en cours et, surtout, du quotidien de certains Afghans qui côtoient les Canadiens en mission là-bas. Aujourd'hui, elle nous propose de plonger dans cet univers unique, par le biais de quelques photos prises à Kaboul et à Kandahar.

Afghanistan : 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.09
SECTION: Actualités
PAGE: 20
SOURCE: AP
DATELINE: KABOUL, Afghanistan
WORD COUNT: 309

Pour la première fois depuis trois ans, quinze détenus ont été exécutés par balle dimanche soir dans la principale prison d'Afghanistan, aux portes de Kaboul, tandis que les violences faisaient 18 morts dans le pays lundi.

L'exécution de masse s'est déroulée selon la loi afghane qui stipule que les condamnés à mort doivent être abattus par balle, a annoncé le responsable de l'établissement pénitentiaire, Abdul Salam Ismat. Quand il était au pouvoir en Afghanistan, le régime taliban avait recours aux exécutions publiques, souvent dans le stade de Kaboul, endommagé par la guerre, mais cette pratique a cessé après le renversement des talibans par la coalition sous commandement américain fin 2001.

L'exécution de masse de dimanche soir est la première depuis avril 2004.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Amnesty International a dénoncé la tuerie, reprochant au président afghan Hamid Karzaï de n'avoir pas tenu sa promesse d'instaurer un moratoire sur la peine de mort.

Le porte-parole du président, Humayun Hamidzada, s'est refusé hier à tout commentaire, affirmant qu'Hamid Karzaï ferait bientôt une intervention télévisée.

Par ailleurs, seize militants combattant pour un seigneur de la guerre ouzbek recherché par l'armée américaine ont été tués dans des frappes aériennes dans l'est du pays, a annoncé hier la police afghane.

Les forces américaines ont procédé à ces frappes dimanche matin contre les hommes de Tahir Yuldash, chef du Mouvement islamique d'Ouzbékistan et membre d'Al-Qaïda, a précisé Nabi Jan Mullahkhail, responsable de la police de la province de Paktika.

Une bombe placée sur le bord de la route dans la province d'Uruzgan a également tué un soldat de l'OTAN, a annoncé le major Charles Anthony, porte-parole de l'OTAN.

On ignorait dans l'immédiat la nationalité du soldat décédé, mais le gros des troupes basées à Uruzgan sont constituées de contingents australiens et hollandais. Dans la province d'Helmand, un kamikaze à bicyclette a attaqué un convoi de l'OTAN, faisant trois blessés civils, dont deux enfants.

Le libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.10.09
SECTION:	Actualités
PAGE:	20
SOURCE:	La Presse Canadienne
PHOTO:	La Presse Canadienne
DATELINE:	KANDAHAR – Afghanistan
ILLUSTRATION:	Le député Denis Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officielle comme porte-parole libéral en matière de Défense, mais il ne se rendra pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.
WORD COUNT:	364

Le député libéral Denis Coderre est arrivé hier à Kandahar, en Afghanistan, pour constater ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changerait pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front. "Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale", a-t-il dit après avoir fait un saut hier au Tim Horton de la base militaire.

La veille, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui touche à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation.

Afghanistan : 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.09
SECTION: Actualités
PAGE: 20
SOURCE: AP
DATELINE: KABOUL, Afghanistan
WORD COUNT: 309

Pour la première fois depuis trois ans, quinze détenus ont été exécutés par balle dimanche soir dans la principale prison d'Afghanistan, aux portes de Kaboul, tandis que les violences faisaient 18 morts dans le pays lundi.

L'exécution de masse s'est déroulée selon la loi afghane qui stipule que les condamnés à mort doivent être abattus par balle, a annoncé le responsable de l'établissement pénitentiaire, Abdul Salam Ismat. Quand il était au pouvoir en Afghanistan, le régime taliban avait recours aux exécutions publiques, souvent dans le stade de Kaboul, endommagé par la guerre, mais cette pratique a cessé après le renversement des talibans par la coalition sous commandement américain fin 2001.

L'exécution de masse de dimanche soir est la première depuis avril 2004.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Amnesty International a dénoncé la tuerie, reprochant au président afghan Hamid Karzaï de n'avoir pas tenu sa promesse d'instaurer un moratoire sur la peine de mort.

Le porte-parole du président, Humayun Hamidzada, s'est refusé hier à tout commentaire, affirmant qu'Hamid Karzaï ferait bientôt une intervention télévisée.

Par ailleurs, seize militants combattant pour un seigneur de la guerre ouzbek recherché par l'armée américaine ont été tués dans des frappes aériennes dans l'est du pays, a annoncé hier la police afghane.

Les forces américaines ont procédé à ces frappes dimanche matin contre les hommes de Tahir Yuldash, chef du Mouvement islamique d'Ouzbékistan et membre d'Al-Qaïda, a précisé Nabi Jan Mullahkhail, responsable de la police de la province de Paktika.

Une bombe placée sur le bord de la route dans la province d'Uruzgan a également tué un soldat de l'OTAN, a annoncé le major Charles Anthony, porte-parole de l'OTAN.

On ignorait dans l'immédiat la nationalité du soldat décédé, mais le gros des troupes basées à Uruzgan sont constituées de contingents australiens et hollandais. Dans la province d'Helmand, un kamikaze à bicyclette a attaqué un convoi de l'OTAN, faisant trois blessés civils, dont deux enfants.

Le libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.10.09
SECTION:	Actualités
PAGE:	20
SOURCE:	La Presse Canadienne
PHOTO:	La Presse Canadienne
DATELINE:	KANDAHAR – Afghanistan
ILLUSTRATION:	Le député Denis Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officielle comme porte-parole libéral en matière de Défense, mais il ne se rendra pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.
WORD COUNT:	364

Le député libéral Denis Coderre est arrivé hier à Kandahar, en Afghanistan, pour constater ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changerait pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front. "Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale", a-t-il dit après avoir fait un saut hier au Tim Horton de la base militaire.

La veille, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui touche à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation.

Jeunes acteurs en danger; La sortie des Cerfs-volants de Kaboul retardée

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.09
SECTION: Arts et spectacles Cinéma
PAGE: A6
SOURCE: AFP
PHOTO: AP
DATELINE: Los Angeles
ILLUSTRATION: Une scène du film Les cerfs-volants de Kaboul, dans laquelle un des deux jeunes Afghans fait voler un cerf-volant dans la vieille ville de Kaboul.
WORD COUNT: 272

La sortie du film américain adapté du roman Les cerfs-volants de Kaboul a été retardée de six semaines en raison de craintes pour la sécurité des deux jeunes Afghans qui y jouent, a annoncé un porte-parole du studio Paramount Vantage, à Los Angeles. "A la demande du principal du collège des enfants, nous avons retardé la sortie du film (en Amérique du Nord) au 14 décembre, soit après la fin de leur année scolaire", a précisé ce porte-parole. Le film devait initialement sortir le 2 novembre.

Les cerfs-volants de Kaboul, *The Kite Runner* en version originale, est un roman à succès de l'Américain d'origine afghane Khaled Hosseini. Il raconte la vie de deux enfants, l'un pachtoune, l'autre de l'ethnie rivale hazara, sur fond de l'histoire tragique de l'Afghanistan de ces 30 dernières années.

Mais le studio a estimé que les deux enfants d'une douzaine d'années jouant les rôles principaux, et dont l'un est violé dans le scénario, pourraient se trouver en danger.

"La situation en Afghanistan s'est beaucoup détériorée depuis que nous avons sélectionné les enfants pour leur rôle. Au regard des changements sur le terrain à Kaboul, il nous a semblé que nous devons prendre des mesures pour assurer leur sécurité", a souligné Paramount Vantage, évoquant la possibilité de leur faire quitter la capitale.

"Nous mettons au point un plan pour que les enfants soient hors de Kaboul pendant l'exploitation du film. Nous remercions les garçons et les familles de leur participation au long métrage et nous promettons de faire tout notre possible pour leur sécurité", a assuré le studio.

130 islamistes et 45 soldats tués à la frontière pakistano-afghane

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.09
SECTION: Le Monde
PAGE: 24
SOURCE: Agence France-Presse
DATELINE: ISLAMABAD
WORD COUNT: 86

Environ 130 combattants islamistes et 45 soldats pakistanais ont été tués au cours de deux jours d'affrontements intenses dans la région tribale du Pakistan frontalière de l'Afghanistan, a annoncé hier l'armée pakistanaise. Les combats ont éclaté dans le Waziristan du Nord dimanche après l'attaque de convois de l'armée avec des engins explosifs par les rebelles auxquels l'armée a riposté par des bombardements aériens et des combats au sol.

L'Afghanistan, une "bonne cause"

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.10.09

SECTION: Actualités

PAGE: 7

BYLINE: Boivin, Mathieu

WORD COUNT: 368

Alors que la guerre en Afghanistan est très impopulaire au Québec, le député conservateur de Louis-Hébert, Luc Harvey, est convaincu que le Canada doit garder ses soldats dans ce pays, parce qu'il s'agit d'une "bonne cause".

"Au Rwanda, est-ce qu'on a fait la job?" questionne M. Harvey, durant une courte entrevue. "On voit Roméo Dallaire qui est tout en pleurs et qui s'excuse partout. Il y a eu 800 000 morts (au Rwanda). Le jour où on quitte l'Afghanistan, il y a combien de morts?"

M. Harvey rappelle que des milliers de soldats de notre pays ont perdu la vie lors des deux premières guerres mondiales, et qu'aujourd'hui, la majorité des Canadiens estiment que ces guerriers sont morts pour une bonne cause. Il avance qu'il faut voir le conflit afghan dans la même optique.

"Nous sommes en Afghanistan pour protéger des enfants et des femmes, argumente-t-il. Nous sommes là-bas pour aider les Afghans à mettre en place un gouvernement qui pourra s'assurer que ce pays n'est plus le plus gros pays exportateur d'opium, ce produit à la base de la production de l'héroïne.

M. Harvey n'est pas nécessairement enclin à parler de "guerre en Afghanistan" quand il parle du sujet, tout simplement parce qu'il ne considère pas ce conflit comme une guerre. Il justifie son argumentaire en disant que la majorité des pertes humaines canadiennes ont été causées par des tirs amis ou par des actes de terrorisme, notamment par des kamikazes qui se sont fait exploser près des convois canadiens.

"En cinq ans, on a perdu 71 gars en Afghanistan; ce n'est pas vraiment une guerre. Il y a plus de gens qui vont mourir sur les routes du Québec en un an qu'en Afghanistan. Il ne faut pas comparer ça, mais bien relativiser les choses."

M. Harvey avance que les députés du Parlement devraient statuer sur la pertinence de la présence canadienne en "septembre prochain" et qu'il ne serait pas utile de le faire immédiatement, comme le demandent avec insistance les partis d'opposition. Il argumente qu'à ce moment, à quelques mois du retrait prévu des troupes canadiennes, il sera plus facile de prendre une décision en ayant un bon portrait de la situation.

Parfum de campagne?; Alors que les rumeurs d'élections fusent, le député Luc Harvey fait du porte-à-porte

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.10.09

SECTION: Actualités

PAGE: 7

BYLINE: Boivin, Matthieu

ILLUSTRATION: Le député conservateur Luc Harvey a profité du congé de l'Action de grâce pour aller rendre visite à certains de ses électeurs. – photo le soleil, martin martel

WORD COUNT: 399

Alors que les rumeurs d'élections fédérales continuent de provenir d'Ottawa, le député conservateur de Louis-Hébert, Luc Harvey, a été surpris, hier, en train de faire du porte-à-porte dans sa circonscription; plus précisément à L'Ancienne-Lorette.

Le député, entouré de deux membres de son équipe, jure que cette marche d'après-midi parmi ses électeurs n'a rien à voir avec ces rumeurs persistantes.

"Chaque fin de semaine, je fais au moins trois heures de porte-à-porte, souligne M. Harvey. Depuis mon élection en janvier dernier, j'ai dû frapper à 4000 ou 5000 maisons. Je veux seulement savoir si les électeurs sont satisfaits de notre travail. Et il n'y a rien d'inhabituel à faire du porte-à-porte; même Maxime Bernier, un ministre, en fait dans son comté."

"Par contre, on ne peut pas ne pas être prêts pour d'éventuelles élections dans le cadre d'un gouvernement minoritaire, ajoute-t-il. Les équipes de bénévoles et la structure doivent être prêtes. Ce n'est pas comme si nous savions que les élections seraient déclenchées en février 2009."

M. Harvey reconnaît que la possibilité que le pays soit plongé en élections à la suite du discours du Trône interpelle beaucoup les électeurs. Lors du rassemblement des Tremblay qui se déroulait cette fin de semaine à Québec, M. Harvey image en disant s'être fait demander "499 fois" – sur un auditoire de quelque 500 personnes – quand seront déclenchées les élections.

"Les médias parlent beaucoup d'élections, et les gens veulent avoir le scoop de la bouche du député; à savoir le moment du déclenchement des élections. Et moi, je ne cesse de répéter aux gens que ce n'est pas nous qui avons le contrôle là-dessus, mais bien les partis d'opposition."

Selon M. Harvey, son porte-à-porte lui permet de voir que le courant passe de moins en moins entre les Québécois et le Parti libéral et le Bloc québécois.

"On se fait dire que Stéphane Dion fait pitié; que son chien est mort! Les électeurs nous parlent aussi de l'inutilité du Bloc québécois. Même des péquistes parlent de l'inutilité du Bloc."

Par contre, les sons de cloche sont plus positifs quand il parle de son parti et de son chef, Stephen Harper.

"Les gens nous disent que M. Harper tient parole. Ils ne sont pas toujours d'accord avec lui, mais ils avancent qu'ils sont contents du fait qu'il tient sa parole."

Un électeur rencontré par Luc Harvey, hier après-midi, reconnaît ne pas avoir parlé précisément d'élections avec le député.

"Par contre, il m'a donné l'impression de venir chercher mon vote et qu'il savait très bien que des élections seraient déclenchées bientôt, affirme Martin Carignan. En fait, on a surtout parlé de la guerre en Afghanistan."

mboivin@lesoleil.com

Engagement sans précédent; La France estime que les Fêtes du 400e pourraient donner un nouveau souffle à la francophonie

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.10.09

SECTION: Actualités

PAGE: 6

BYLINE: Lemieux, Julie

PHOTO: – photo délégation générale du québec à Paris, katherinesirois

ILLUSTRATION: Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner (au centre), a rencontré la délégation québécoise, formée notamment de la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon–Tremblay (à gauche), et du ministre responsable de la Capitale–Nationale, Philippe Couillard (derrière).

WORD COUNT: 737

Devant un parterre bien garni, la France a présenté hier l'essentiel de sa programmation pour les Fêtes du 400e de Québec et a invité les citoyens français à participer en grand nombre à cet événement "mondial" qui pourrait donner un nouvel élan à la francophonie.

"Jamais la France ne s'est engagée aussi fortement dans un événement à l'extérieur de son territoire", a lancé le président du comité français pour les Fêtes du 400e, Jean–Pierre Raffarin, en assurant que son pays était très mobilisé pour souligner cet anniversaire. Dans la salle de la toute nouvelle Cité de l'architecture et du patrimoine, place Trocadéro à Paris, environ 200 personnes s'étaient réunies pour prendre connaissance du programme français pour Québec 2008.

Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a indiqué à l'assemblée qu'il suivait l'organisation de ces festivités avec "admiration et détermination" puisqu'il fallait les financer et "être à l'heure". "Cette saison sera riche", a–t–il soutenu, en insistant sur l'importance de la solidarité francophone.

"Nous partageons cette langue et aussi nos devoirs face à une morale, face à une vision du monde globalisé. Cette vision nous impose beaucoup d'efforts, mais nous laisse moins seuls devant les problèmes graves", a–t–il ajouté, en faisant référence à la guerre en Afghanistan, où Français et Québécois se battent côte à côte.

Le maire de Bordeaux et ancien premier ministre, Alain Juppé, faisait aussi partie de l'assemblée, mais n'a pas fait de commentaires sur le 400e.

La plupart de la centaine d'activités annoncées hier avaient déjà été rendues publiques au Québec. Réfection du Musée de l'Amérique française, exposition du musée du Louvre, Futurallia, Salon du livre à couleur française, spectacle des Solistes de Lyon au Palais Montcalm, La caravane des 10 mots, illumination de l'hôtel de ville de Paris, Grande Traversée et fête du 8 mai à La Rochelle, Grand livre de Champlain, implication des régions françaises et de 5000 communes qui marqueront la fête du 3 juillet.

Une nouveauté toutefois : le Musée du quai Branly sortira pour la première fois de la France et exposera une partie de ses oeuvres sur la francophonie africaine et mondiale au Musée de la civilisation, pendant le Sommet de la Francophonie, en octobre 2008. Une primeur qui remplacera l'exposition sur les familles souches, qui a été reportée en 2009, faute de temps pour la monter convenablement.

"C'est une carte de visite de la francophonie, au-delà du Québec et de la France. Il faut que tous les pays francophones retrouvent un petit bout de leur histoire dans cette célébration. Les visiteurs du Sommet se sentiront donc un peu chez eux et il y aura quelque chose à leur montrer qui soit un geste de la France et du Québec", a expliqué M. Raffarin.

Événement mondial

Ce dernier a réitéré que le 400e de Québec était un événement mondial. A ses yeux, les festivités pourraient même devenir l'élément déclencheur d'un nouvel élan de la francophonie à travers le monde. "Je compte beaucoup sur la visite du président Sarkozy en octobre, lors du Sommet de la Francophonie, pour qu'un nouvel accord de collaboration bilatérale soit signé entre la France et le Québec. M. Sarkozy sera aussi président de l'Union européenne lorsqu'il se rendra à Québec. C'est donc une circonstance historique pour que l'amitié franco-québécoise et euro-québécoise et canadienne puisse se renforcer."

Les ministres québécois Philippe Couillard et Monique Gagnon-Tremblay, ainsi que le vice-président du comité exécutif de Québec, Ralph Mercier, ont aussi été invités à monter sur scène lors de la présentation. Tous trois ont tenu à inviter les Français à venir à Québec pour célébrer les Fêtes du 400e. "Ce qui est nouveau pour moi, c'est de voir à quel point les régions de France se mobilisent actuellement. C'est aussi très positif de voir deux anciens premiers ministres français, M. Raffarin et M. Juppé, avec M. Kouchner dans un événement semblable. Ça montre l'importance que la France accorde au 400e. J'espère que ça va contribuer à bâtir chez nous cette fébrilité et cette attente pour le début des célébrations", a affirmé au Soleil le ministre Couillard.

Jean-Pierre Raffarin n'a pas voulu s'avancer sur le coût de la contribution française aux festivités. "Je vous le dirai à la fin des événements, lorsque nous aurons tout comptabilisé. C'est une charge importante pour la France, mais c'est le prix de l'amitié."

jlemieux@lesoleil.com

A Kandahar comme aux Communes

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.10.09

SECTION: Actualités

PAGE: 5

DATELINE: KANDAHAR

ILLUSTRATION: Fort de son séjour de moins de 48 heures, Maxime Bernier a affirmé que l'Afghanistan est aujourd'hui plus sécuritaire.

WORD COUNT: 558

La joute politique sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan s'est poursuivie cette fin de semaine à Kandahar. Dimanche, les ministres conservateurs Maxime Bernier et Bev Oda ont jugé la situation plus sécuritaire, sans toutefois sortir des périmètres sécurisés en raison des problèmes de sécurité. Arrivé hier matin sur la base militaire internationale, le député libéral Denis Coderre a pour sa part continué à soutenir un déplacement des soldats dans une région moins dangereuse du pays.

Même s'ils ont visité Kandahar pendant moins de 24 heures, les ministres Bernier et Oda disent avoir vu l'impact positif de la présence canadienne. "C'est vrai que je suis resté à l'intérieur du périmètre sécurisé, mais j'ai parlé à des militaires qui font des missions à l'extérieur et ils m'ont confirmé que c'est plus sécuritaire." En fait, les convois canadiens sont quotidiennement victimes de bombes artisanales, et les bases avancées sont fréquemment attaquées à la roquette.

"C'est sûr que c'est dangereux, c'est sûr qu'ils peuvent se faire attaquer de toutes parts, mais c'est important, la présence de militaires, parce que les gens qui font le travail humanitaire doivent sortir avec les militaires pour parler avec la population", a dit M. Bernier.

Pourtant, les employés de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sortent rarement sur le terrain, engageant plutôt des Afghans pour s'assurer que les travaux financés sont bel et bien réalisés. Lors d'une récente distribution de nourriture financée par le ministère à cinq kilomètres à peine de la base militaire de Kandahar, où plus de 12 000 militaires sont cantonnés, aucun employé ne s'était déplacé en raison des problèmes de sécurité dans la région.

Responsable de ce ministère, Bev Oda a jugé sa visite importante. "C'est ma plus grande responsabilité en tant que ministre de la Coopération internationale de voir de mes propres yeux les résultats de notre coopération avec l'Afghanistan", a déclaré la ministre qui n'a pourtant pas été sur le terrain pendant son séjour voir de projet de reconstruction.

Fort de ce séjour de moins de 48 heures durant lequel il a rencontré le président afghan, Maxime Bernier s'estime mieux outillé pour vendre la mission canadienne, notamment aux Québécois. S'inspirant de l'ancien président américain John Fitzgerald Kennedy, le ministre des Affaires étrangères a déclaré : "Je dis aux Canadiens : " Ne vous demandez pas ce que le gouvernement afghan peut faire pour vous, mais plutôt ce que vous pouvez faire pour les Afghans ".

Visite gênante

Après cinq jours pour se rendre du Canada à Kandahar en passant par Islamabad, au Pakistan, et Kaboul, Denis Coderre est arrivé hier matin à la base militaire internationale où campe la majorité des troupes canadiennes. Le député libéral en a profité pour critiquer Maxime Bernier pour ne pas avoir fait un saut au Pakistan afin de discuter du problème frontalier. La plupart des insurgés transitent par ce pays pour aller

combattre en Afghanistan, une situation fréquemment décriée par les États-Unis.

Ayant déboursé de sa poche les 6000 \$ pour son voyage, le député libéral a qualifié sa visite de préparatoire pour celle de son chef Stéphane Dion en novembre ou décembre.

Coincé à Kaboul dimanche, le député libéral dit en avoir profité pour rencontrer des journalistes afghans, des groupes de recherche sur l'Afghanistan et des organisations non gouvernementales.

Une arme défaillante en cause; Le civil tué par l'armée le 1er octobre aurait été victime d'un coup de feu parti tout seul

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.09
SECTION: Actualités
PAGE: 4
BYLINE: Normandin, Pierre-André
DATELINE: Kandahar
WORD COUNT: 541

Les enquêteurs sur la mort accidentelle d'un Afghan par un tir canadien voilà une semaine étudient sérieusement la possibilité d'une défaillance mécanique. L'armée a demandé à ses équipages de blindés Nyala RG-31 de mieux vérifier leur système d'armement avant de partir en convoi, a indiqué hier au Soleil le brigadier-général Guy Laroche.

Le 1er octobre, deux Afghans sur une motocyclette ont été fauchés par une rafale tirée par un véhicule canadien. Le conducteur de 35 ans est mort, tandis que son passager âgé de 10 ans a gravement été blessé par une balle à la tête. L'enfant se trouve toujours à l'hôpital militaire de Kandahar où il vient de sortir du coma dans lequel il était tombé à la suite de l'incident.

"L'option d'un mauvais fonctionnement de l'arme est étudiée actuellement. Il faut faire des tests pour s'assurer si c'est un problème de l'arme ou d'ingénierie", a expliqué le brigadier-général Laroche, commandant des troupes canadiennes déployées en Afghanistan.

Selon des militaires interrogés par Le Quotidien de Chicoutimi, le Nyala passait sur un dos d'âne lorsque son arme a craché une rafale de 15 à 20 balles. Or, selon un témoin, son opérateur n'avait même pas les mains sur le manche contrôlant la mitrailleuse C6 fixée sur le toit du blindé. Encore moins sur la gâchette. Informé par le véhicule suivant du tir accidentel, le jeune réserviste de 19 ans aurait aussitôt désactivé le système d'armement.

Deux vérifications

"Les Nyala n'ont pas été retirés (de la route), mais on a rappelé aux gens de faire attention que l'arme soit bien installée. On demande (maintenant) de faire deux vérifications avant de (sortir)", a précisé le brigadier-général Laroche.

La précaution est d'autant plus de mise que les mitrailleuses sont pointées en permanence vers les Afghans croisant les convois de l'armée canadienne, notamment dans le but de faire face à d'éventuelles attaques suicides.

De retour de mission, les équipages de Nyala doivent retirer la mitrailleuse de son socle afin d'éviter qu'elle ne soit volée. En effet, seule une goupille la fixe au véhicule. L'enquête tente de déterminer si l'arme pourrait avoir mal été installée avant le départ du convoi. La secousse provoquée par le passage sur le dos d'âne pourrait ainsi avoir activé accidentellement le système de mise à feu. "Je n'ai jamais entendu parler qu'un incident du genre était arrivé auparavant", a assuré le brigadier-général Laroche.

Une arme défaillante en cause; Le civil tué par l'armée le 1er octobre aurait été victime d'un coup de feu parti tout seul

Acheté de l'Afrique du Sud, le Nyala est un véhicule de transport de troupes spécialement conçu pour résister aux mines. Fourni sans armement, le blindé a été muni d'une tourelle dotée d'une mitrailleuse C6, une arme lourde à haute cadence de tir habituellement employée par l'infanterie. Celle-ci est téléguidée depuis l'intérieur par un opérateur.

Facilement déstabilisé

Principalement employés pour escorter les convois de ravitaillement, ces véhicules sont fréquemment frappés par des bombes artisanales. L'équipage s'en sort généralement avec des blessures légères en raison de la coque en V déviant la déflagration. Mais seulement muni de quatre roues, le blindé est toutefois plus facilement déstabilisé par les obstacles du terrain. Il n'est pas rare de voir un Nyala reposant sur le côté après avoir renversé à la suite d'une fausse manoeuvre.

Le sacrifice des moines bouddhistes

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.09
SECTION: ÉTHIQUE ET RELIGION
PAGE: b6
BYLINE: Leclerc, Jean-Claude
WORD COUNT: 1275

En marchant à leur tour dans les rues de Rangoon, les moines bouddhistes, hautement considérés au Myanmar, l'ex-Birmanie, ont pensé prévenir une réédition des massacres du passé, et ouvrir la voie à un changement pacifique. Accueillie par les tirs de l'armée, leur manifestation a déclenché, au contraire, une répression jusque dans les monastères. Quelques militaires ont, apparemment, refusé de s'en prendre aux moines, mais la junte au pouvoir n'a pas hésité en écrasant dans le sang cette trop visible protestation.

En prêtant aux contestations populaires la crédibilité dont ils jouissent, les moines auront payé cher le défi public qu'ils lançaient au régime militaire, reconnu pour être corrompu, inepte et brutal. Craignant la contagion, la junte les a frappés et même, semble-t-il, en a déporté des centaines dans le nord du pays. Elle a ainsi violé une clôture qu'on croyait intouchable, sinon sacrée. Le pouvoir en sort démasqué, mais pas nécessairement défait.

Des moines croient encore que l'armée est divisée et qu'il ne manquera pas de soldats pour se solidariser prochainement avec la population. Ils ont confiance dans la supériorité de la non-violence. Dans le monde, il est vrai, quelques pays ont démontré qu'une telle protestation, après avoir subi un apparent échec, a entraîné un changement historique. Gandhi en Inde, Mgr Tutu en Afrique du Sud, Martin Luther King aux États-Unis ont finalement gagné leur combat. Mais la Birmanie est-elle dans une situation comparable?

Les moines ont remporté une nette victoire morale en Occident. En Asie toutefois, la Chine, l'Inde et la Thaïlande, voisins immédiats du Myanmar, n'ont montré aucun signe de désapprobation. Leurs investissements dans ce pays, leurs ventes d'armes, leurs achats de pétrole et le gaz, les échanges commerciaux, tout cela donne des milliards au régime en place. Ces gouvernements-là toléraient déjà des destructions de villages et des déplacements de population. Le massacre des moines ne va guère les émouvoir.

Au contraire, la Chine autoritaire, la Thaïlande des militaires et même l'Inde démocratique ont placé leurs ambitions économiques avant le souci des revendications populaires. Au surplus, rien ne saurait les inquiéter autant que ces mouvements de protestation qui trouvent appui et inspiration dans de grandes traditions spirituelles. La philosophie égalitaire du bouddhisme, en particulier, possède un ferment contestataire qui n'est pas sans hanter les nouveaux riches. Des gouvernements ont imposé des sanctions, d'autres menacent de le faire. Mais il serait étonnant que ces mesures fassent fléchir la junte birmane. Les pays occidentaux qui en ont usé ces dernières années ont vu le vide laissé par leur départ être vite comblé par leurs concurrents d'Asie. Et miser sur les minorités rebelles, infestées par de multiples narcotrafiquants, pour amener les militaires à renoncer au pouvoir n'apporterait pas plus de respect pour les droits humains ni plus d'espoir pour l'opposition démocratique.

Dans un tel contexte, on voit mal quel secours la «communauté internationale» pourrait apporter aux gens du Myanmar, si graves soient la répression et la crise économique qu'un régime cruel et incompetent leur inflige. Les moines ont cru que leur présence dans les rues du pays allait au moins émouvoir les autorités internationales. Ils se seront mépris.

Les militaires accusent maintenant les monastères d'avoir servi de cache d'armes. Subversion appréhendée, assassinats de religieux, incendies de village, camps de concentration pour déplacés, on a trop vu de ces tactiques en Amérique centrale pour ne pas reconnaître là un modèle de répression qu'aucune morale, qu'aucune tradition spirituelle ne saurait modérer. On tue toujours au Guatemala. On tuera longtemps encore en ex-Birmanie. Le prétexte du «communisme» aura simplement cédé la place à celui du «terrorisme». Dans le Triangle d'or de l'opium, déclassé par l'Afghanistan, le trafic des amphétamines a pris la relève. Mais les généraux sont surtout au coeur du triangle des hydrocarbures et des barrages hydroélectriques. Ils prennent une place géostratégique de choix entre les géants économiques que deviennent l'Inde et la Chine. A ces militaires qui tiennent leur propre pays en otage, les Nations unies ne sont pas en mesure d'imposer la quarantaine. Et qui voudrait d'une intervention musclée à la manière de Washington?

A vrai dire, trop de gouvernements et d'entreprises ont des intérêts dans la région pour y contredire les autorités en place. Faire pression sur les partenaires de la junte? Pékin en est le plus fidèle allié: quel pays osera se retirer des Jeux olympiques de 2008, comme on l'a fait autrefois pour les Jeux de Moscou? Les autorités policières de Bangkok traquent les moines cherchant à fuir les rafles à Rangoon: quel parti démocrate voudra proposer aux touristes d'Europe et d'Amérique d'éviter un temps le paradis de Phuket?

Restent les mouvements religieux et les organisations humanitaires. Plusieurs ONG ont dénoncé le traitement infligé aux moines et aux autres protestataires et exigé la fin des emprisonnements arbitraires. Leur rôle est d'autant plus important que les médias n'ont plus accès au pays. Mais ces intervenants n'ont pas davantage que l'opposition birmane les moyens d'ouvrir la voie à un gouvernement civil. Paradoxalement, l'ex-Birmanie comptant de sérieuses factions intérieures, un tel gouvernement aurait fort à faire pour être élu démocratiquement et maintenir la stabilité du pays.

Le pouvoir des consommateurs

Quelle autre force peut donc changer le cours des choses? Le bouddhisme n'est pas une religion, et les moines du Myanmar n'aspirent pas à y établir une théocratie. Mais dans ce pays de quelque 50 millions d'habitants, où l'on a voulu faire du bouddhisme une religion d'État, cette conception de la vie est partagée par l'immense majorité de la population. Aussi est-ce à cette source que les moines espèrent trouver un remède aux divisions du pays et aux violences de son gouvernement.

C'est également l'une des sources auxquelles Aung San Suu Kyi, figure emblématique de l'opposition, puise son inspiration. Les droits fondamentaux promus par les Nations unies font également partie de son programme, tout comme la non-violence d'un Gandhi qu'elle a étudiée en Inde, et le libéralisme des pays anglo-saxons. Ces divers courants d'idées et de valeurs sont toujours présents dans le monde actuel. Mais ils sont loin de pouvoir exercer une influence concertée dans le cas d'une crise comme celle de l'ex-Birmanie.

Dans la conjoncture internationale présente, une grande force pourrait faire la différence: le pouvoir des consommateurs des pays riches. Ainsi, un seul défaut aux jouets fabriqués en Chine pour Mattel a fait plier non seulement cette multinationale, mais les autorités chinoises. On ne joue pas facilement, non plus, avec les marchés sensibles des médicaments. Et le travail des enfants et des esclaves n'est plus une exploitation de tout repos. Un boycott international est une arme non violente, délicate à manier, mais parfois fort efficace.

Malheureusement, les consommateurs songent plus à leur confort qu'au sort des populations qui font les frais des nouvelles économies mondiales. Les moines bouddhistes donnent l'exemple, non plus seulement de la sobriété, mais du courage politique. Ce sont là des denrées rares sur une planète qui en a pourtant de plus en plus besoin. Leur appel sera-t-il entendu?

redaction@ledevoir.com

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

Afghanistan: 15 détenus exécutés

PUBLICATION: Le Devoir

DATE: 2007.10.09

SECTION: LE MONDE

PAGE: b2

WORD COUNT: 138

Kaboul, Afghanistan – Pour la première fois depuis trois ans, 15 détenus ont été exécutés par balle dimanche soir dans la principale prison d'Afghanistan, aux portes de Kaboul, tandis que les violences faisaient 18 morts dans le pays, hier.

L'exécution de masse s'est déroulée selon la loi afghane qui stipule que les condamnés à mort doivent être abattus par balle. L'exécution de masse de dimanche soir est la première depuis avril 2004. Par ailleurs, 16 militants combattant pour un seigneur de la guerre ouzbek recherché par l'armée américaine ont été tués dans des frappes aériennes dans l'est du pays. Enfin, un enfant qui marchait apparemment sur un site d'entraînement de l'OTAN dans la province orientale de Khost, a été tué, et deux autres blessés.

Les gardes de Blackwater se comportent «comme des cow-boys» en Irak, selon l'armée américaine

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.09
SECTION: LE MONDE
PAGE: b2
BYLINE: Jean-Pierre Perrin et Isabelle Duriez
WORD COUNT: 660

L'armée américaine a tellement commis de «bavures» en Irak – et en Afghanistan – qu'on ne s'attendait guère à ce qu'elle se permette de donner des leçons. Elle ne s'en est pourtant pas privée dans le rapport publié hier par le Congrès sur Blackwater. Dans celui-ci, des officiers de l'US Army déposant sous serment accusent les gardes de l'entreprise de sécurité américaine de «se comporter comme des cow-boys», d'avoir «la détente facile» et de «tirer d'abord et poser les questions ensuite». Ce qui revient à dire que la société privée, dont le siège se trouve en Caroline du Nord, aurait un comportement encore plus préjudiciable à l'égard de la population irakienne que celui des soldats américains.

Hier, le gouvernement de Bagdad a annoncé que la tuerie impliquant Blackwater, le 16 septembre dans un quartier sunnite de la capitale, avait fait finalement 17 morts et 22 blessés, tous des civils. Selon le communiqué officiel, les gardes ont «violé toutes les règles d'ouverture de feu et d'usage de la force» et «commis un crime délibéré».

«Il n'y a aucune indication que Blackwater ait été la cible de tirs directs ou même indirects. Pas même une pierre a été lancée contre le convoi», poursuit le même texte, qui exige que les auteurs de la fusillade soient punis selon la loi irakienne – ils ne relèvent actuellement d'aucune loi. Dans son rapport, le Congrès révèle que Blackwater a été impliquée dans près de 200 incidents armés en Irak depuis 2005 et que dans 84 % des fusillades son personnel a été le premier à ouvrir le feu. «Blackwater, une société de sécurité privée, nous aide-t-elle en Irak ou entrave-t-elle notre action?», s'est interrogé le représentant démocrate de Californie, Henry Waxman, qui préside la commission chargée de la surveillance du gouvernement.

Il a été aussi reproché au département d'État de ne pas avoir suffisamment surveillé cette entreprise. Un autre démocrate a rappelé comment un employé ivre de Blackwater, Andrew Moonen, avait tué un garde du corps du vice-président irakien, sans encourir d'autre sanction que son licenciement.

Une guerre privée

Ce que le rapport met aussi en lumière, c'est que Washington ne mène pas seulement une guerre en Irak au moyen de l'US Army mais aussi une seconde, privée cette fois, notamment par l'intermédiaire des mercenaires de Blackwater et une quarantaine d'autres firmes. A elle seule, Blackwater, outre la protection de l'ambassade américaine et celle de David Petraeus, le chef des forces américaines en Irak, assure en moyenne la sécurité de 60 convois par mois dans la seule partie centrale du pays.

Bien sûr, cette protection a un prix: Blackwater demande au Département d'État 1222 \$ par jour pour chaque PMC (Private Military Contractor) utilisé à protéger l'ambassade de Bagdad. Ce qui revient à 445 000 \$ par an, soit plus de six fois ce que touche un soldat américain. Un autre chiffre donné cette fois par le Washington Post: si la solde de Petraeus est de 493 \$ par jour, celle d'un cadre de Blackwater s'élève à 1100 \$.

En 2005 et 2006, la firme a touché près d'un milliard de dollars en contrats fédéraux. Sans ces sociétés de sécurité, qui emploient quelque 40 000 PMC, ce sont des dizaines de milliers de soldats supplémentaires que l'armée américaine devrait déployer en Irak. De plus, il arrive que Blackwater renforce l'US Army lors de ses engagements. Selon Peter Singer, de la Brooking Institution, un centre de réflexion américain, «l'industrie militaire privée a souffert de davantage de pertes en Irak que toutes les forces de la coalition réunies».

Blackwater a beau être sur la sellette, c'est l'une de ses filiales, Presidential Airways, qui vient d'être récompensée par le Pentagone par un contrat de 92 millions de dollars, pour assurer des missions de transport aérien.

Londres annonce la réduction de moitié de son contingent en Irak

PUBLICATION: Le Devoir

DATE: 2007.10.09

SECTION: LE MONDE

PAGE: b1

BYLINE: Loïc VENNIN

WORD COUNT: 565

Londres – Le premier ministre britannique Gordon Brown a annoncé hier une forte réduction du contingent militaire britannique en Irak, qui doit être divisé par deux au printemps 2008, à 2500 hommes environ. M. Brown a fait cette déclaration devant le Parlement, tandis que deux milliers de manifestants réclamaient le désengagement total de ce conflit impopulaire au Royaume–Uni, de même que le retrait des troupes britanniques d'Afghanistan, où 7000 militaires britanniques sont actuellement déployés.

M. Brown a confirmé, comme il l'avait déjà annoncé au cours d'un voyage à Bagdad la semaine dernière, que le nombre des militaires en Irak passerait de 5500 début septembre à 4500 dès que les Britanniques auront remis le contrôle de la province de Bassora aux Irakiens, d'ici deux mois. Mais il ne s'agit là que d'une première étape, durant laquelle les forces britanniques vont entraîner et superviser les forces de sécurité irakiennes, sécuriser la frontière entre l'Irak et l'Iran et soutenir les troupes locales.

Dans une seconde étape, a précisé le premier ministre, «au printemps prochain», les forces britanniques ne conserveront plus qu'une capacité limitée à intervenir militairement. Cinq cents hommes devraient être toutefois stationnés dans la région dans un lieu que M. Brown n'a pas identifié «pour des raisons de sécurité».

Après le discours de M. Brown, des hauts responsables ont évoqué sous couvert de l'anonymat la possibilité d'un retrait total des troupes d'ici la fin de l'année prochaine. «A ce stade, il n'y a pas de garantie qu'ils [les soldats] soient encore là au-delà de la fin 2008. La politique sera établie au printemps» prochain, a indiqué un de ces responsables.

Jusqu'à 46 000 Britanniques avaient été déployés en Irak au plus fort de l'offensive en 2003. En juillet dernier, les autorités ont retiré 1600 des 7100 soldats encore présents. Début septembre, 500 hommes stationnés dans la ville de Bassora ont été repositionnés avec le reste du contingent dans une base de l'aéroport local. Le Royaume–Uni a perdu 170 militaires depuis le début du conflit en mars 2003.

Le chef du gouvernement travailliste a par ailleurs confirmé un programme d'aide aux personnels irakiens locaux travaillant pour les Britanniques. Ces derniers, essentiellement des interprètes et traducteurs, pourront, s'ils ont été employés pendant plus de 12 mois, poser leur candidature «à un ensemble de rétributions financières destinées à les aider à se réinstaller ailleurs en Irak ou ailleurs dans la région ou – dans le cadre de modalités convenues – en vue d'une admission au Royaume–Uni», a déclaré le premier ministre.

M. Brown a évalué à moins de 500 le nombre de collaborateurs qui remplissent déjà les critères d'admission, ce à quoi s'ajoutent «d'autres» personnes qui pourraient également être concernées une fois qu'elles auront achevé leur travail.

Ces derniers mois, des sources non identifiées au sein de l'administration américaine ont reproché à la Grande–Bretagne de tenter de réduire son rôle en Irak, mais la Maison–Blanche a réagi hier de manière mesurée. «C'est cohérent avec l'intention précédemment annoncée par les Britanniques de réduire leur

présence militaire dans le sud de l'Irak à mesure que les forces de sécurité irakiennes sont en mesure de prendre en charge les provinces du sud», a déclaré Gordon Johndroe, porte-parole d'un conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche

La militarisation tranquille

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.09
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Francis Dupuis-Déri
WORD COUNT: 1175

Le 7 octobre 2001 débutait la guerre contre l'Afghanistan, cible désignée par la Maison-Blanche en guise de riposte militaire à l'attaque aérienne du 11-Septembre. Le gouvernement du Canada a tout de suite emboîté le pas, ordonnant le déploiement de navires de guerre et d'environ 2000 marins en appui à l'invasion, suivis bientôt par 800 fantassins dans le sud de l'Afghanistan.

En l'espace de quelques semaines, on comptait plus de victimes civiles en Afghanistan qu'en cette journée du 11-Septembre, sans oublier les milliers de prisonniers talibans ou présumés tels exécutés sommairement ou morts d'asphyxie dans des conteneurs, et les centaines de milliers de personnes fuyant leur domicile par peur des bombardements et des combats. Cette guerre n'a pas enravé le terrorisme et l'activisme militaire islamique, elle leur a insufflé, au contraire, un nouveau dynamisme. L'invasion a de plus permis aux chefs de guerre de l'Alliance du Nord de reprendre le pouvoir. Les militaires occidentaux protègent ces despotes qui sont tous ou presque des criminels de guerre et des misogynes notoires, porteurs d'une conception orthodoxe et autoritaire de l'islam et dénoncés en conséquence par des féministes afghanes.

Militarisation du Canada

Au Canada, la guerre a justifié une militarisation tranquille. Des milliards de dollars puisés des fonds publics ont été investis dans l'armement. On nous répète depuis les années 1980 que notre société n'a plus les moyens d'entretenir le welfare state et qu'il faut sabrer dans les dépenses publiques, mais le warfare state se porte très bien, merci. Les politiciens ont annoncé l'achat d'avions et d'hélicoptères de guerre, de véhicules blindés et de chars d'assaut. C'est près de 30 milliards de dollars consentis par le gouvernement en assistance sociale aux compagnies privées d'armement. Le chef d'état-major Rick Hillier, enthousiaste, déclarait devant le Forum national des gestionnaires que «nous nous rééquipons comme nous ne l'avons probablement jamais fait en 30 ou 35 ans».

La présence militaire se fait de plus en plus visible dans la société. Les militaires en tenue de combat paraded dans les rues de Québec, assistent à un match des Alouettes et assurent une présence au Grand Prix Champ Car, au Marathon international de Montréal et même à la Fête des neiges. L'armée a aussi installé, dans le parc La Fontaine de Montréal, des Jeeps et des chars d'assaut que les enfants pouvaient escalader joyeusement, pendant que des militaires encourageaient les passants à s'enrôler. Le chef d'état-major s'enthousiasme une fois de plus en expliquant que la coupe Grey a été transportée dans un hélicoptère de l'armée et il admet avec candeur profiter de «chaque occasion pour mettre les Forces canadiennes en évidence».

Bien des civils participent à la militarisation tranquille de la société. Dans les universités où je circule, de plus en plus de militaires en uniforme sont invités à prendre la parole lors de conférences du midi ou de grands colloques à vocation scientifique. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) dépêche quant à elle ses porte-parole pour mousser la guerre en Afghanistan sur diverses tribunes, au point où on ne sait plus très bien si c'est la guerre qui est «humanitaire» ou l'humanitaire qui est guerrier.

La militarisation est à l'oeuvre aussi dans les médias, saturés de reportages complaisants sur «nos» soldats. On y a droit à ces «portraits» de soldats, ou du chef d'état-major lui-même, qui toujours aiment rire, s'adonnent

aux sports de plein air, adorent leurs enfants et considèrent que de participer à la guerre en Afghanistan, «c'est palpitant». De tels portraits n'ont d'autre signification politique que d'encourager la bienveillance envers une armée en apparence sympathique. Cette complaisance des médias n'est pas surprenante.

Le premier ministre Stephen Harper a lui-même déclaré que les journalistes ne devaient pas hésiter à exprimer leur appui à la guerre. Les comités éditoriaux des journaux privés semblent pour leur part composés uniquement de partisans de la guerre. Je n'ai trouvé jusqu'à présent dans les grands quotidiens du Québec qu'un seul éditorial, signé par Jean-Robert Sansfaçon dans *Le Devoir*, proposant clairement un retrait des troupes canadiennes des zones de combat. Tous les autres éditoriaux sur le sujet justifient la guerre (ou critiquent le mouvement contre la guerre).

Militarisation schizophrène

Cette militarisation est paradoxale. On admet parfois que «nos» militaires souriants et sportifs pratiquent la guerre, soit pour venger 25 victimes canadiennes des attaques du 11 septembre 2001, pour écraser al-Qaïda ou les talibans, ou encore pour sauver les femmes et protéger la démocratie. Le plus souvent, on prétend toutefois que la guerre, c'est la paix.

«Nos» soldats sont là pour reconstruire des écoles, paver des routes, planter des arbres, installer des guichets bancaires automatiques, éventuellement acheter la récolte de pavot à des fins thérapeutiques, respecter l'esprit de l'Évangile (comme l'affirmait dernièrement un curé), faire plaisir à nos alliés et préserver l'image «responsable» du Canada, toujours au nom de la paix. Les militaristes sont à ce point schizophrènes que le ministre fédéral Michael Fortier a pu lancer, candidement, que «ce n'est pas une guerre» qui a lieu en Afghanistan.

Qui sont les talibans, six ans plus tard?

Et pourtant... Plusieurs organismes de défense des droits de la personne, des groupes de recherche indépendants (Senlis Council, Center for Strategic and International Studies) et des rapports internes du gouvernement canadien lui-même arrivent tous à la même conclusion: la guerre prend d'année en année de plus en plus d'ampleur en Afghanistan.

Les études indiquent aussi que la résistance n'est pas que l'affaire des talibans, soit ce mouvement religieux orthodoxe expulsé du pouvoir en 2001. La résistance est maintenant composée d'un ensemble de groupes qui luttent pour diverses raisons: se venger contre des exactions de l'armée ou de la police afghane, riposter aux bombardements meurtriers des troupes occidentales, préserver l'autonomie d'un village, contrôler le marché de l'opium.

Très nombreux sont ceux, enfin, qui s'enrôlent pour la solde, car ils ne trouvent plus de travail. Les soldats canadiens assassinent donc le plus souvent des Afghans poussés vers la guerre par la misère économique. Ce n'est alors pas une guerre, mais plusieurs guerres qui déchirent présentement l'Afghanistan et débordent au Pakistan: une guerre religieuse, un conflit économique, de multiples vendettas pour l'honneur, un soulèvement contre un régime autoritaire et brutal et une lutte anti-impérialiste contre des forces étrangères. À ce titre, la présence des militaires canadiens ne participe pas de la solution mais du problème. Elle encourage la militarisation de la société afghane, envenime la guerre civile et justifie un mouvement de résistance contre l'envahisseur étranger.

Francis Dupuis-Déri : Professeur de science politique à l'UQAM et auteur d'un essai à paraître sur la guerre en Afghanistan et en Irak, *L'Éthique du vampire* (éditions Lux)

Denis Coderre est arrivé à Kandahar

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.09
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Dene Moore
WORD COUNT: 413

Kandahar – Le député libéral Denis Coderre est arrivé hier à Kandahar, en Afghanistan, pour s'enquérir de ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changerait pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front. «Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale», a-t-il dit après avoir fait un saut au Tim Hortons de la base militaire, hier.

La veille, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui a trait à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation. M. Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officieuse, mais il n'ira pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.

"Les Canadiens ne veulent pas d'élections", soutient Ignatieff

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.10.09

SECTION: Politique

PAGE: A17

BYLINE: Perreault, Mathieu

PHOTO: Photo David Boily, archives La Presse(c)

ILLUSTRATION: A deux reprises dimanche, en réponse à des questions sur le discours du Trône, le chef adjoint du Parti libéral, Michael Ignatieff, a affirmé que la donnée de base était la "fatigue des élections".

WORD COUNT: 463

Le passage de Michael Ignatieff à CTV dimanche midi a fait couler beaucoup d'encre, à une semaine du discours du Trône. Le chef adjoint du Parti libéral a affirmé plusieurs fois que "les Canadiens ne veulent pas d'élections", laissant planer la possibilité que les libéraux permettent à Stephen Harper d'emporter le vote de confiance.

Tant le porte-parole de M. Ignatieff que celui de Stéphane Dion ont réitéré que les libéraux voteraient selon leurs principes: si le discours du Trône ne satisfait pas aux quatre conditions énoncées au début du mois de septembre par M. Dion, les libéraux n'accorderont pas leur confiance à M. Harper. Il s'agit du retrait de l'Afghanistan en février 2009, de la lutte contre les changements climatiques et contre la pauvreté, et du soutien au secteur manufacturier.

Mais à deux reprises dimanche, en réponse à des questions sur le discours du Trône, M. Ignatieff a affirmé que la donnée de base était la "fatigue des élections", soit le désir des Canadiens d'éviter un scrutin à brève échéance. "Nous allons prendre notre décision quand nous aurons lu le discours, a ajouté M. Ignatieff. Si le gouvernement propose un discours modéré, sensible, qui est selon nous dans l'intérêt national, c'est une chose. Si c'est une longue pilule empoisonnée, c'est une autre chose. Nous devons décider ce qui est dans l'intérêt national. Et notre jugement est que ce pays ne veut pas d'autres élections... Il y a beaucoup de fatigue des élections et une opposition responsable doit garder cela en tête."

Le Bloc en mode électoral

Selon Mario Laframboise, député d'Argenteuil–Papineau–Mirabel et organisateur électoral en chef du Bloc québécois, les circonlocutions semblent indiquer que les libéraux ont l'intention de s'abstenir de voter lors du discours du Trône. "M. Harper l'a déjà fait pour un budget Martin, a commenté M. Laframboise. Ça a l'air d'être la nouvelle façon de contester."

Les bloquistes, eux, voteront selon leurs principes, pas pour retarder les élections, affirme M. Laframboise. "Une fois en mode électoral, ça importe peu que les élections aient lieu plus tôt ou plus tard. Et nous sommes en mode électoral depuis trois semaines." Le NDP ne craint pas des élections

Le chef du NPD, Jack Layton, affirme lui aussi ne pas redouter des élections automnales. "Nous allons évaluer le discours du Trône selon nos principes, dit M. Layton. Nous ne changeons pas avec le vent comme les libéraux."

La semaine dernière, Stephen Harper a indiqué qu'il recourrait plusieurs fois à des votes de confiance pendant la prochaine session parlementaire. Plusieurs analystes estiment que cette stratégie vise à forcer de nouvelles élections, où les conservateurs espèrent gagner une majorité des sièges aux Communes.

Irak et Afghanistan: "une catastrophe"

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.09
SECTION: Politique
PAGE: A9
SOURCE: Agence France-Presse
DATELINE: Londres
WORD COUNT: 403

L'engagement des États-Unis et de ses alliés en Irak et en Afghanistan est "catastrophique": il a non seulement échoué à pacifier ces pays mais il a également offert un terrain fertile à Al-Qaeda, selon un rapport publié hier par le centre de réflexion Oxford Research Group.

"Mettre fin au régime taliban par la force militaire en 2001-2002 n'a pas réussi à ramener la sécurité en Afghanistan. Les milices talibanes ont été relancées et le pays est dorénavant le premier producteur d'héroïne", souligne l'institut de réflexion stratégique. "Mettre fin au régime taliban avait de plus une valeur directe pour le mouvement Al-Qaeda", selon le rapport.

L'occupation de l'Irak a elle aussi été une "grave erreur" et a "fourni un terrain d'entraînement au djihad pour des générations à venir de partisans d'Al-Qaeda, comparable à celui dont avaient bénéficié les insurgés combattant les troupes soviétiques dans les années 80" en Afghanistan, ajoute le rapport de quelque 130 pages.

"Les détentions massives sans procès de plusieurs milliers de personnes, la torture généralisée, les mauvais traitements infligés aux prisonniers, jouent en faveur des organisations extrémistes et sont une source continue de propagande", estime le groupe. "Al-Qaeda a plus de soutien qu'il y a six ans", tranche-t-il.

Pour contrer le réseau, le groupe appelle à "comprendre les racines de ses soutiens et à systématiquement les couper". En combinant cela avec "des mesures conventionnelles de politique et de sécurité, Al-Qaeda peut être contenu et minimisé mais cela nécessite un changement politique à tous les niveaux".

"Les pays occidentaux doivent confronter les erreurs dangereuses de ses six dernières années et reconnaître le besoin de mettre en place de nouvelles politiques", selon l'étude.

Mais, même en cas de succès, "il faudra au moins 10 ans pour réparer les erreurs commises depuis le 11 septembre" 2001, date des attentats aux États-Unis, estime l'auteur du rapport, le professeur Paul Rogers, de l'Université de Bradford, dans le nord de l'Angleterre.

"Renoncer à adopter les changements qui s'imposent pourrait avoir pour conséquence une guerre au terrorisme qui dure des décennies", avertit M. Rogers.

Le chercheur met également en garde contre "le risque de guerre avec l'Iran".

"Faire la guerre à l'Iran ferait largement empirer les choses, servant directement les intérêts des extrémistes et ajoutant grandement aux violences à travers la région", ajoute-t-il.

"Quels que soient les problèmes avec l'Iran, la guerre devrait être évitée à tout prix", juge-t-il.

Ce rapport est paru le jour même où le premier ministre britannique Gordon Brown s'expliquait devant le Parlement sur sa politique en Irak. Il a notamment confirmé la réduction du contingent britannique à 2500 soldats d'ici la fin de l'année.

Quinze condamnés à mort exécutés en Afghanistan

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.09
SECTION: Politique
PAGE: A9
SOURCE: Agence France–Presse
PHOTO: Photo Massoud Hossaini, AFP
DATELINE: Kaboul
ILLUSTRATION: La prison de Pul–i–Charkhi à Kaboul où 15 personnes ont été exécutées dimanche dernier.
WORD COUNT: 336

Quinze condamnés à mort ont été exécutés dimanche en Afghanistan pour des crimes divers, dont des meurtres et enlèvements, ont annoncé hier des sources gouvernementales à l'AFP. Ces exécutions ont eu lieu dans la prison de Pul–i–Charkhi à Kaboul, selon ces sources. "Quinze personnes jugées coupables ont été exécutées", la plupart pour meurtre, a indiqué à l'AFP un haut responsable gouvernemental sous couvert de l'anonymat.

Ces 15 exécutions ont été confirmées à l'AFP par le responsable des prisons d'Afghanistan, Abdul Salaam Asmat.

La dernière exécution connue, le 27 avril 2004, avait été celle d'un chef de milice, Abdulla Shah, reconnu coupable de multiples assassinats durant la guerre civile.

Mais le porte–parole de la Cour suprême, Wakil Omari, a estimé que "d'autres condamnés ont, depuis, été exécutés, dont certains pour des crimes politiques". "Je n'ai pas de détail sur leur nombre mais je ne pense pas que ce soit la seconde fois que des condamnés aient été exécutés" depuis la fin du régime des talibans à la fin de 2001, a–t–il ajouté. Il y a environ 300 condamnés à mort pour vols à main armées, enlèvements, viols, meurtres, attentats et activités antigouvernementales, selon un juge qui a requis l'anonymat. Certains attendent d'être exécutés depuis l'arrivée au pouvoir du président Hamid Karzaï en 2002.

Ce dernier est cependant connu pour être opposé à la peine de mort. Il est le dernier à devoir signer l'ordre d'exécution. "Le président a été très hésitant avant de signer l'ordre. Il l'a fait après une longue hésitation", a confirmé à l'AFP un député indépendant, Daoud Zultanzaï.

Les talibans, qui ont gouverné l'Afghanistan de 1996 à 2001, avaient pour habitude de pratiquer les exécutions publiques. Le type de peine capitale était déterminé en fonction du crime commis et variait entre la décapitation et la lapidation. Dans leur application stricte de la charia (loi islamique) ils coupaient aussi les mains des voleurs.

La prison de Pul–i–Charkhi à Kaboul est restée dans l'histoire du pays comme celle des exécutions massives effectuées sous le régime communiste entre 1987 et 1992.

Bernier et Coderre se croisent à Kandahar

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.10.09

SECTION: Politique

PAGE: A8

BYLINE: Croteau, Martin; Perreault, Mathieu

PHOTO: Photo Dene Moore, La Presse Canadienne

ILLUSTRATION: Le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, aréussi à gagner Kandahar hier matin. Une démarche que le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a qualifiée d'"irresponsable". Mais il a finalement donné son aval à la visite.

WORD COUNT: 395

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, est reparti dimanche de l'Afghanistan, où il a fait une visite-éclair de 36 heures à Kaboul et à la base canadienne de Kandahar.

L'excursion du ministre Bernier a suscité la controverse, quand il a affirmé que les envions de Kandahar sont plus sécuritaires qu'il y a un an. Le Globe and Mail a souligné hier que cette affirmation contredit un rapport de l'ONU publié en août, qui note une "détérioration constante" de la sécurité en 2007.

L'affaire a obligé les employés du ministère à écourter le congé de l'Action de grâce. "C'est pour ça que je suis ici aujourd'hui", a indiqué l'attaché de presse du ministre, Neil Hrab, quand La Presse lui a demandé s'il avait lu l'article du Globe and Mail.

Le ministre Bernier était injoignable hier, selon M. Hrab. Et personne d'autre au ministère ne pouvait commenter hier les contradictions entre les propos de M. Bernier et le rapport de l'ONU. Maxime Bernier a fait le voyage avec la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda.

Pendant ce temps, le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, a réussi à gagner Kandahar hier matin. La veille, il avait atterri à Kaboul à bord d'un vol de l'ONU en provenance du Pakistan. Il a rencontré des représentants de la Banque mondiale, et ceux d'un organisme non gouvernemental oeuvrant pour le développement et l'éducation. Il a ensuite pris le chemin du centre des opérations militaires canadiennes.

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a qualifié d'"irresponsable" la démarche du représentant de Bourassa. Mais il a finalement donné son aval à la visite.

Après avoir été accueilli par des soldats à l'aéroport de Kandahar, Denis Coderre a rencontré le brigadier général Guy Laroche. Il a vertement critiqué le récent voyage du ministre Bernier, lui reprochant de ne pas avoir visité le Pakistan.

Visite prochaine de Dion

Le député estime que c'est son devoir de visiter la région pour constater de visu le travail des soldats canadiens déployés en Afghanistan. Il prépare aussi le terrain pour une visite officielle du chef libéral Stéphane Dion, plus tard cet automne. "Je viens également pour aider M. Dion. J'ai eu énormément de rencontres qui seront importantes pour lui", a-t-il déclaré sur les ondes de LCN.

La Presse a tenté à maintes reprises de joindre Denis Coderre, hier. Son assistant a toutefois indiqué que son téléphone cellulaire était hors service.

Denis Coderre, qui fait le voyage à ses frais, quittera Kandahar demain.

Le retour

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.10.09

SECTION: Politique

PAGE: A8

BYLINE: Ouimet, Michèle

DATELINE: Afghanistan

WORD COUNT: 672

C'était comme si je n'étais jamais partie. Pourtant, j'ai quitté la base militaire de Kandahar le 7 mars. Dimanche, quand j'ai remis les pieds sur ce tas de cailloux perdu dans le fin fond de l'Afghanistan, j'ai eu l'impression que le temps s'était figé.

J'ai retrouvé le même décor, la même poussière qui recouvre tout, les mêmes soldats qui se baladent avec leur arme en bandoulière, les mêmes tentes à perte de vue et surtout, surtout, la même obsession du secret.

L'avion a plané au-dessus de l'immense base qui regroupe 12 000 personnes, dont 2300 soldats canadiens, avant d'atterrir en douceur sur le tarmac.

La capitaine Josée Bilodeau m'a accueillie à ma descente d'avion. J'étais un peu sonnée par le décalage horaire et le manque de sommeil. Je suis partie vendredi soir de Montréal et j'ai atterri en Afghanistan dimanche matin. J'ai passé tout ce temps dans des avions à essayer de dormir assise, les genoux au menton, les coudes de mon voisin dans les côtes.

A la base militaire, j'ai retrouvé ma tente et mon lit de camp. J'ai laissé tomber mes bagages. Ils ont fait un bruit sourd en soulevant un nuage de poussière. Les tentes sont toujours aussi sales. J'ai étendu mon sac de couchage sur mon lit de camp en poussant un soupir.

Puis la capitaine Bilodeau m'a "briefée", un passage obligé. Impossible d'y échapper. Jeudi matin, d'ailleurs, je dois suivre un cours de trois heures sur les premiers soins, les bombes artisanales et les mesures d'urgence à prendre en cas d'attaque. Depuis que le blindé du journaliste Patrice Roy et de son caméraman, Charles Dubois, a sauté sur une mine, le cours est obligatoire.

La capitaine Bilodeau m'a lu les trois pages serrées d'un document qui énumère toutes les choses que les journalistes n'ont pas le droit d'écrire ou de filmer. La liste est longue, croyez-moi.

"Les journalistes intégrés seront escortés en tout temps par des militaires et obéiront aux ordres" au cours des déplacements; "les entrevues avec les soldats seront permises une fois la mission terminée"; "aucune information précise ne doit être diffusée sur les effectifs, l'équipement, l'approvisionnement"... Trois pages.

Tout est secret, ou presque. Opsec, operational security, répète l'armée lorsque ses membres refusent de répondre aux questions. C'est le premier mot qu'un journaliste apprend lorsqu'il met les pieds sur la base militaire.

Mais certaines choses ont changé. KBR, Kellogg Brown and Root, ne s'occupe plus de la bouffe. La multinationale a été remplacée par une autre entreprise américaine, Supreme.

L'ancienne cafétéria logeait sous une tente. Elle sentait la graisse rance et le vieux jus de chaussette. Elle a été démantelée. Aujourd'hui, les soldats et les journalistes prennent leurs repas dans un bâtiment en contreplaqué,

plus propre, plus éclairé. La nourriture, par contre, est toujours aussi, comment dire, américaine.

Autre changement, la tension. Le camp vit dans un état d'alerte élevée depuis une dizaine de jours. Le soir, tout le monde, soldats et journalistes confondus, doit porter sa veste pare-balles et son casque. Du jamais vu. Pourquoi? Opsec.

La guerre n'a pas eu lieu

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a visité la base militaire. Dimanche matin, il serrait les mains des soldats à côté du Tim Hortons, sourire aux lèvres, lunettes fumées perchées sur la tête. D'un pas athlétique, il virevoltait d'un soldat à l'autre, surveillé étroitement par son attachée de presse qui s'assurait qu'aucun journaliste ne l'embêterait avec des questions. Pendant ce temps, son adversaire politique, le libéral Denis Coderre, était coincé à Kaboul. Sa visite en solo embête les conservateurs. Au début, le gouvernement Harper refusait de l'accueillir sur la base, mais devant l'obstination du député rebelle, il a changé d'idée.

Denis Coderre est arrivé hier. Il a été accueilli poliment. Il avait les traits tirés, la barbe hirsute. Il repart mercredi. Pas question de sortir de la base militaire. Il en sera quitte pour serrer les mains des soldats et tâter le moral des troupes.

C'est Denis Coderre qui va payer son voyage, pas les contribuables canadiens. En billets d'avion seulement, il en a pour 5900\$.

Ça fait cher pour visiter un tas de cailloux perdu dans le fin fond de l'Afghanistan.

COURRIEL Pour joindre notre chroniqueuse: michele.ouimet@lapresse.ca

[Mon clin d'oeil]

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.09
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A1
COLUMN: Mon clin d'oeil
BYLINE: Laporte, Stéphane
WORD COUNT: 13

Denis Coderre, le Che Guevara de l'Afghanistan.

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

Afghanistan: 16 insurgés tués dans des frappes aériennes

DATE: 2007.10.08
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 110

KABOUL (AP) -- Seize militants combattant pour un seigneur de la guerre ouzbek recherché par l'armée américaine ont été tués dans des frappes aériennes dans l'est de l'Afghanistan, a annoncé lundi la police afghane.

Les forces américaines ont procédé à ces frappes dimanche matin contre les hommes de Tahir Yuldash, chef du Mouvement islamique d'Ouzbékistan et membre d'Al-Qaïda, a précisé Nabi Jan Mullahkhail, responsable de la police de la province de Paktika.

Au mois de septembre, l'armée américaine a rendu publique une liste des 12 insurgés les plus recherchés en Afghanistan, et M. Yuldash fait partie des cinq pour lesquels la récompense la plus importante est proposée, soit 200.000 dollars. AP

pyr/v105

Le député libéral Denis Coderre est arrivé à Kandahar, en Afghanistan

DATE: 2007.10.08

KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 371

KANDAHAR, Afghanistan _ Le député libéral Denis Coderre est arrivé lundi à Kandahar, en Afghanistan, pour constater ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changerait pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front.

"Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale", a-t-il dit après avoir fait un saut au Tim Hortons de la base militaire, lundi.

La veille, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui touche à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation.

M. Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officielle, mais il ne se rendra pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.

Pakistan: 80 morts dans des combats près de la frontière afghane

DATE: 2007.10.08
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 120

MIRAN SHAH, Pakistan (AP) -- Le bilan des combats qui ont opposé des islamistes à des soldats pakistanais dimanche s'est alourdi, l'armée pakistanaise faisant état lundi de 80 morts.

Selon un porte-parole de l'armée, le général Waheed Arshad, environ 60 islamistes armés présumés et 20 soldats pakistanais ont été tués dimanche dans deux grandes batailles disputées près de la frontière avec l'Afghanistan. Les affrontements se sont produits dans le Nord-Waziristan, un bastion des combattants talibans. Le général Waheed Arshad avait annoncé dimanche un bilan de 70 morts.

D'après un responsable de la sécurité à Miran Shah, la principale ville de la région, des hélicoptères et des jets de l'armée ont bombardé des positions des insurgés dans plusieurs villages. AP

pyr/v195

Afghanistan: 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul; 18 personnes tuées dans les violences dont un enfant

DATE: 2007.10.08
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 335

KABOUL, Afghanistan (AP) — Pour la première fois depuis trois ans, quinze détenus ont été exécutés par balle lundi dans la principale prison d'Afghanistan, aux portes de Kaboul, tandis que les violences faisaient 18 morts dans le pays.

L'exécution de masse a eu lieu dimanche soir et s'est déroulée selon la loi afghane qui stipule que les condamnés à mort doivent être abattus par balle, a annoncé le responsable de l'établissement pénitentiaire, Abdul Salam Ismat.

Quand il était au pouvoir en Afghanistan, le régime taliban avait recours aux exécutions publiques, souvent dans le stade de Kaboul, endommagé par la guerre, mais cette pratique a cessé après le renversement des talibans par la coalition sous commandement américain fin 2001.

L'exécution de masse de dimanche soir est la première depuis avril 2004.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Amnesty International a dénoncé la tuerie, reprochant au président afghan Hamid Karzaï de n'avoir pas tenu sa promesse d'instaurer un moratoire sur la peine de mort.

Le porte-parole du président, Humayun Hamidzada, s'est refusé à tout commentaire lundi, affirmant qu'Hamid Karzaï ferait bientôt une intervention télévisée.

Par ailleurs, seize militants combattant pour un seigneur de la guerre ouzbek recherché par l'armée américaine ont été tués dans des frappes aériennes dans l'est du pays, a annoncé lundi la police afghane.

Les forces américaines ont procédé à ces frappes dimanche matin contre les hommes de Tahir Yuldash, chef du Mouvement islamique d'Ouzbékistan et membre d'Al-Qaïda, a précisé Nabi Jan Mullahkhail, responsable de la police de la province de Paktika.

Une bombe placée sur la bord de la route dans la province d'Uruzgan a également tué un soldat de l'OTAN, a annoncé le major Charles Anthony, porte-parole de l'OTAN. On ignorait dans l'immédiat la nationalité du soldat décédé, mais le gros des troupes basées à Uruzgan sont constituées de contingents australiens et hollandais.

Dans la province d'Helmand, un kamikaze à bicyclette a attaqué un convoi de l'OTAN, faisant trois blessés civils, dont deux enfants.

Enfin, un enfant qui marchait apparemment sur un site d'entraînement de l'OTAN dans la province orientale de Khost, a été tué, et deux autres blessés, a fait savoir l'OTAN dans un communiqué. Les deux petits blessés, soignés dans un hôpital militaire, étaient dans un état stable, était-il précisé. AP

ca/v413

Afghanistan: 15 détenus exécutés dans une prison de Kaboul; 18 personnes tuées dans les violences dont un enfant

DATE: 2007.10.08
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 330

KABOUL, Afghanistan (AP) — Pour la première fois depuis trois ans, quinze détenus ont été exécutés par balle dimanche soir dans la principale prison d'Afghanistan, aux portes de Kaboul, tandis que les violences faisaient 18 morts dans le pays lundi.

L'exécution de masse s'est déroulée selon la loi afghane qui stipule que les condamnés à mort doivent être abattus par balle, a annoncé le responsable de l'établissement pénitentiaire, Abdul Salam Ismat.

Quand il était au pouvoir en Afghanistan, le régime taliban avait recours aux exécutions publiques, souvent dans le stade de Kaboul, endommagé par la guerre, mais cette pratique a cessé après le renversement des talibans par la coalition sous commandement américain fin 2001.

L'exécution de masse de dimanche soir est la première depuis avril 2004.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Amnesty International a dénoncé la tuerie, reprochant au président afghan Hamid Karzaï de n'avoir pas tenu sa promesse d'instaurer un moratoire sur la peine de mort.

Le porte-parole du président, Humayun Hamidzada, s'est refusé à tout commentaire lundi, affirmant qu'Hamid Karzaï ferait bientôt une intervention télévisée.

Par ailleurs, seize militants combattant pour un seigneur de la guerre ouzbek recherché par l'armée américaine ont été tués dans des frappes aériennes dans l'est du pays, a annoncé lundi la police afghane.

Les forces américaines ont procédé à ces frappes dimanche matin contre les hommes de Tahir Yuldash, chef du Mouvement islamique d'Ouzbékistan et membre d'Al-Qaïda, a précisé Nabi Jan Mullahkhail, responsable de la police de la province de Paktika.

Une bombe placée sur la bord de la route dans la province d'Uruzgan a également tué un soldat de l'OTAN, a annoncé le major Charles Anthony, porte-parole de l'OTAN. On ignorait dans l'immédiat la nationalité du soldat décédé, mais le gros des troupes basées à Uruzgan sont constituées de contingents australiens et hollandais.

Dans la province d'Helmand, un kamikaze à bicyclette a attaqué un convoi de l'OTAN, faisant trois blessés civils, dont deux enfants.

Enfin, un enfant qui marchait apparemment sur un site d'entraînement de l'OTAN dans la province orientale de Khost, a été tué, et deux autres blessés, a fait savoir l'OTAN dans un communiqué. Les deux petits blessés, soignés dans un hôpital militaire, étaient dans un état stable, était-il précisé. AP

ca/v413

Général

DATE: 2007.10.08

KEYWORDS: AVIS

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 865

KANDAHAR, Afghanistan _ Le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, est arrivé lundi matin à Kandahar, en Afghanistan. (Avec photos) Par Dene Moore (AFGHANISTAN–CODERRE, 2e LEAD)

OTTAWA _ Le Commissaire aux langues officielles surveillera le discours du Trône. 880 mots (11 h 30) (Avec photo) Par Karine Fortin – LANGUES–OFFICIELLES

PARIS _ La France a dévoilé en grande pompe, lundi à Paris, les détails de sa participation aux célébrations du 400e anniversaire de la fondation de Québec. 940 mots (13 h 05) Par Michel Dolbec – QUEBEC–FRANCE

MONTREAL _ A l'approche de la rentrée parlementaire à l'Assemblée nationale, le 16 octobre, l'Opposition officielle à Québec est déjà prête à aller en élections à tout moment. 415 mots (12 h 10) Par Helen Moka – RENTREE–ADQ, LEAD

MONTREAL _ Les enfants _ surtout les filles _ qui ont été agressés verbalement par leurs enseignants ou leurs camarades seraient davantage susceptibles d'avoir des relations sexuelles avant l'âge de 14 ans, selon une nouvelle étude montréalaise.

HAY RIVER, T.–N.–O _ Un Albertain de 23 ans était activement recherché lundi par les corps policiers de l'ouest du pays pour le meurtre d'un agent de la GRC samedi dans les Territoires–du–Nord–ouest.

TORONTO _ Campagne électorale en Ontario.

PEKIN _ La Chine impose à son tour un embargo sur ses importations de volailles du Canada, en raison d'une éclosion du virus de la grippe aviaire en Saskatchewan. 150 mots (8 h) VOLAILLES–BOYCOTT

MONTREAL _ Alors que la direction du cimetière Notre–Dame–des–Neiges de Montréal s'apprête à proposer mardi une nouvelle offre à ses quelque 130 employés, le président du syndicat estime que ses membres se sont toujours bien comportés durant le conflit. 195 mots (9 h 25) CIMETIERE–SYNDICAT

QUEBEC _ Le ministère québécois de la Sécurité publique lance cette semaine un blitz de publicités–choc afin de sensibiliser les citoyens aux dangers liés aux feux de cuisson. 225 mots (5 h 40) PUBLICITES–FEU

Economie

BERLIN _ Bombardier Transport et son partenaire malaisien Hartasuma ont reçu une nouvelle commande ferme pour la livraison de 52 voitures de trains de banlieue, une affaire d'environ 100 millions \$ US.

TORONTO _ Le Canada va enregistrer cette année le plus important déficit commercial de son histoire au chapitre des ventes de véhicules, selon un rapport des TCA. 425 mots (00 h) Par John Valorzi – AUTOMOBILE–DEFICIT

DETROIT _ Le syndicat des TUA pourrait déclencher la grève mercredi matin s'il n'y a aucune entente avec

les dirigeants de Chrysler. (CHRYSLER–NEGOS)

BRUXELLES _ L'offre de 17,2 milliards \$ US de Thomson Corp. pour l'acquisition du groupe Reuters fera l'objet d'une enquête approfondie des autorités antitrust européennes.

NEW YORK _ L'allemand SAP AG va renforcer sa position sur le marché en plein essor des logiciels de "business intelligence", grâce à l'acquisition du français Business Objects SA pour 4,8 milliards d'euros.

Culture

PARIS _ Charles Aznavour entame une série de concerts exceptionnels qui le mèneront du Palais des congrès de Paris jusqu'en province, en Suisse et en Belgique.

A l'étranger

RANGOON _ La junte birmane a nommé le vice–ministre du Travail au poste de "ministre de liaison" chargé des contacts avec l'opposante Aung San Suu Kyi, ont annoncé lundi soir la radio et la télévision officielles. (BIRMANIE–CRISE)

BANGKOK _ La junte militaire birmane, isolée, a réussi à écraser la "révolution safran". Mais la brutalité et les fusils opposés aux moines bouddhistes pour y parvenir sont peut-être la seule chose capable de fendre les rangs de la toute puissante armée jusqu'ici totalement loyale. 615 mots (10 h 10) (Avec photos)
BIRMANIE–SITUATION–ANALYSE

BAGDAD _ Au moins 24 personnes ont été tuées lundi dans des attentats à Bagdad et au nord de la capitale irakienne, selon la police. (Avec photos) (IRAK–ATTENTATS)

LONDRES _ Le premier ministre britannique Gordon Brown a annoncé lundi que la Grande–Bretagne allait réduire son contingent dans le sud de l'Irak à 2500 soldats à compter du printemps 2008. (GB–IRAK–TROUPES)

KABOUL _ Pour la première fois depuis trois ans, 15 détenus ont été exécutés par balle, dimanche soir, dans la principale prison d'Afghanistan, aux portes de Kaboul, tandis que les violences faisaient 18 morts dans le pays lundi. (AFGHANISTAN–EXECUTIONS)

BEYROUTH _ Les forces de sécurité libanaises ont interpellé il y a deux mois une trentaine de militants islamistes soupçonnés de projeter des attentats contre le quartier général des forces de police et des ambassadeurs de pays arabes et européens au Liban. (LIBAN–ARRESTATIONS)

MOSCOU _ Les enquêteurs russes savent désormais qui a appuyé sur la gâchette de l'arme qui a tué Anna Politkovskaïa, mais ils ignorent encore qui a commandité l'assassinat de la journaliste russe. 650 mots (11 h 30) RUSSIE–POLITKOVSKAIA

STOCKHOLM _ Les Américains Mario Capecchi et Oliver Smithies, ainsi que le Britannique Martin Evans, se sont vu décerner lundi le prix Nobel de médecine pour des découvertes sur les cellules souches embryonnaires. 580 mots (13 h 10) (Avec photos) NOBEL–MEDECINE

JERUSALEM _ Ehoud Olmert a déclaré lundi devant la Knesset qu'il comptait consacrer l'année à venir à tenter de parvenir à un accord avec les Palestiniens, disant croire à la volonté du gouvernement Abbas d'avancer vers la paix. (ISRAEL–PALESTINIENS)

WASHINGTON _ C'était l'un des plus vieux secrets de la Guerre froide: l'armée américaine a étudié la

possibilité d'utiliser des substances radioactives pour assassiner des dirigeants civils ou militaires, selon de nouveaux documents "déclassifiés". 670 mots (14 h) (Avec photos WX105–106) USA–RADIATION

MADRID _ De la volonté de dialogue à la tolérance zéro: le coup de filet contre la direction de Batasuna la semaine dernière reflète le changement radical de politique du gouvernement espagnol. 645 mots (11 h 05) (Avec photos) ESPAGNE–BASQUES

AMHERST, Mass. _ Le nombre de sans-abri a augmenté au Massachusetts, et cette évolution pourrait bien illustrer une tendance de fond dans le pays, en proie à une crise immobilière. 710 mots (11 h 20) (Avec photos) USA–CRISE–IMMOBILIER

Documentaire

MADISON, Wisc. _ Des scanners portables pas plus grands qu'un mouchoir de poche font leur apparition dans les cabinets des médecins américains, pour rechercher les signes précurseurs d'accidents cardio-vasculaires. 635 mots (12 h 25 à l'Inter) (Avec photos) MEDECINE–CARDIOLOGIE

Au pupitre jusqu'à 18h:

Mario Gilbert

Courriel: sfpupitrepc.org

Tél.: 514–985–7229

FM111

Les convois de nourriture sont souvent la cible d'attaques en Afghanistan

DATE: 2007.10.08

KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 184

OTTAWA _ Les convois qui transportent les dons en nourriture destinés aux Afghans dans le besoin sont de plus en plus souvent la cible d'attaques dans le sud du pays, affirme le représentant local du Programme alimentaire mondial des Nations unies.

Selon Rick Corsino, qui était de passage à Ottawa, lundi, la sécurité des approvisionnements en nourriture s'est détériorée.

Nous avons perdu plus de nourriture au cours des 12 derniers mois à cause de ces attaques qu'au cours des trois années précédentes, a précisé M. Corsino.

Ces commentaires ont été faits dans la foulée de la tournée de 36 heures effectuée en Afghanistan par le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, qui a déclaré que selon lui la sécurité dans la province de Kandahar était meilleure qu'un an auparavant et que le nombre d'attaques des insurgés avait diminué.

Basé à Kaboul, M. Corsino estime qu'environ 1000 tonnes de blé, fèves, huile à cuisson et biscuits enrichis sont tombés entre les mains d'insurgés ou de voleurs depuis janvier dernier.

Le Programme alimentaire mondial des Nations unies prévoit distribuer cette année quelque 225 000 tonnes de nourriture aux Afghans dans le besoin, ce qui représente environ 40 000 familles.

Ce n'est pas parfait, mais c'est le mieux que l'on puisse faire dans les circonstances, admet M. Corsino.

GG2073-FGAC24-ac.